

Plaidoyer pour la Convivance

Illustration de couverture :
© Vadym Malyshevskiy / 123rf.com

www.editions-hermann.fr

ISBN : 978 2 7056 9397 8

© 2017, Hermann Éditeurs, 6 rue Labrouste, 75 015 Paris.
Toute reproduction ou représentation de cet ouvrage,
intégrale ou partielle, serait illicite sans l'autorisation de
l'éditeur et constituerait une contrefaçon. Les cas strictement
limités à l'usage privé ou de citation sont régis par la loi du
11 mars 1957.

Ghislaine Alajouanine

Correspondant de l'Institut

PLAIDOYER
POUR LA CONVIVANCE

*Failles et faillites
des sociétés hyperconnectées*



hermann

Depuis 1876

« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. »

Antonio Gramsci

AVANT-PROPOS

En 2004, l'Académie française créait un mot nouveau. À l'origine de cette initiative, une femme : l'académicienne Florence Delay, qui déclarait : « Un jeudi du printemps dernier, la compagnie que j'ai le plaisir de représenter cet automne a fait entrer un mot nouveau dans son dictionnaire : le mot *convivance* [...] Qu'on veuille bien me pardonner de conclure ce moment consacré à l'harmonie sur l'émotion qui envahit lorsque l'espoir de vivre ensemble s'est perdu. »

La *convivance* : ce mot exprime d'abord un espoir. Celui de l'Académie française, le mien, mais aussi le nôtre. Celui d'une refonte de notre lien social et de notre désir de vivre ensemble, de construire ensemble une société harmonieuse. Les mots sont chargés d'une force invisible. Ils sont une arme d'autant plus puissante qu'on ne soupçonne pas leur capacité de construction ou de destruction. Comme l'a si bien montré le philosophe Jean-Pierre Faye dans son maître livre *Les Langages totalitaires*, les mots charrient des concepts et ourdissent

des compréhensions que les peuples utilisent après pour concevoir et appliquer leur politique. Jean-Pierre Faye a examiné le vocabulaire de *L'État total* et de la *solution finale* pour mettre à jour le pouvoir destructeur de certains mots, qui semblaient de prime abord anodins, inoffensifs, mais sur lesquels s'est fondée petit à petit une mythologie, celle des idéologies totalitaires nazie ou fasciste. Espérons que le pouvoir positif d'un autre mot, celui de convivance, pourra aider à l'élaboration d'une autre idéologie, nouvelle et humaniste. Le présent livre n'a pas d'autre objectif que de chercher à la diffuser.

Que savons-nous de la convivance ?

Si ce terme est nouveau dans la langue française, son concept et ses mises en pratique sont pluri-centenaires. À des époques plus ou moins lointaines dans l'Histoire des hommes, la convivance incarnait une réalité, un art de vivre qui permit à des sociétés complexes et multiculturelles de cohabiter. Et de faire mieux encore : les périodes où régna la convivance furent synonymes d'apaisement et de progrès.

Il y a des raisons à la résurgence aujourd'hui de cet ancien néologisme. La réinvention,

la redécouverte, du terme convivance, son ajout au dictionnaire de l'Académie française au début de notre millénaire, ne sont pas un hasard. Il faut y voir l'expression d'une nécessité, d'une urgence à laquelle nous voulons ici modestement répondre.

Je ne viens pas ici accabler mes semblables de reproches, ni leur faire la morale, même si ce que je vais dire risque de ne pas plaire. Je viens faire un constat et faire partager ce que mon expérience et mes rencontres m'ont permis d'apprendre au sujet du *vivre ensemble*.

Une terminologie florissante s'oppose de nos jours à la convivance : d'autres mots qui, malheureusement, pullulent dans les discours de notre époque. Des mots personnifiant l'exclusion, des mots assassins, des mots porteurs du rejet de l'Autre. Vous les connaissez sans doute, car on nous les rabâche (si nous ne les inventons) : il s'agit des termes d'islamophobie, de négrophobie, d'antisémitisme, d'homophobie, de xénophobie. Nous avons tous entendu parler et employons les expressions de racisme anti-blanc, de racisme anti-noir, anti-arabe, d'antycléricalisme et de misogynie. Ces mots sont autant de témoins des temps troublés dans lesquels nous vivons : une ère de division. Il est curieux de penser que ces déchirures

surviennent dans une époque prétendument hyper-connectée... Nous devrions plutôt parler d'époque hyper-déchirée.

Quoi qu'il en soit, on essaye par ces mots de créer des frontières à la fois théoriques et imprécises pour désigner la peur de l'Autre, que ce soit à cause de son sexe, de sa foi, sa classe sociale ou ses vêtements. Mais tout en définissant par des termes péremptaires cet *Autre* qui fait peur, on ne se soucie guère de le connaître ni de comprendre ses motivations. Et tous ces mots cinglants, supposés définir des communautés que nous croyons distinguer, se superposent dans un grand flou et invitent à des amalgames supplémentaires qui surajoutent encore à la confusion, à la division. L'incapacité à se supporter l'un l'autre s'est emparée de nous. Ces mots superficiels, faciles et insultants ont le pouvoir néfaste d'englober sans connaître, de diviser tout en ignorant les catégories qu'ils ont la prétention de délimiter. Si tant est que ces frontières existent vraiment.

Nombre d'entre nous, par exemple, sont convaincus que tous les Arabes sont musulmans et que les musulmans sont tous des Arabes. Pourtant, le plus grand pays musulman se situe en Asie : pas au Maghreb, ni au Proche-Orient ni dans la péninsule arabique. C'est en

Indonésie qu'on trouve la plus forte proportion de ceux qui prient Allah.

Le fait que j'insiste sur ce raccourci simpliste en particulier, que je le cite en premier, n'a pas pour intention de focaliser mon discours sur la communauté musulmane. N'y voyez là aucun favoritisme, et encore moins une tentative d'exclusion ou de singularisation des fils de l'Islam. Cela serait bien paradoxal de ma part, car mon intention est bien de réunir – pas de pointer du doigt et encore moins de victimiser une communauté. Des raccourcis de cet acabit, il y en a d'autres, tout aussi assassins, tout aussi chargés d'ignorance.

C'est pour lutter contre cette ignorance que la convivance a besoin de retrouver un nouveau souffle ; car elle est une réponse à un manque d'amour, à une urgence de partage. Elle est un signal d'alarme que certains précurseurs ont déjà lancé. Sa réapparition dans nos vocabulaires démontre à quel point font défaut les termes qu'elle englobe : « vivre en harmonie les uns avec les autres », « art de vivre ensemble », « capacité à cohabiter harmonieusement », « coexistence harmonieuse ».... Quelle que soit la tournure qu'on adopte pour définir la convivance, celle-ci ne demande qu'à se matérialiser par des initiatives, des solutions

concrètes. En outre, la multiplicité de ses définitions est preuve que son concept, son acception moderne, est encore en fusion, inachevée, toujours en devenir et j'espère, pleine d'avenir. Vous noterez toutefois que toutes ces définitions sont en accord les unes avec les autres, car toutes respectent la racine latine dont est issue la convivance : *cum vivere*, vivre ensemble, en harmonie.

Comment en sommes-nous arrivés là? Quels sont les signes qui me poussent à dresser ce triste constat? Avant de vous parler des périodes de l'histoire au cours desquelles fleurit la convivance, avant de proposer des solutions à l'éclatement qui nous menace, il faudra d'abord décrire le mal, ses sources, ses symptômes, car faute de les connaître nous ne pourrions le guérir.

LE MAL QUE L'ON NOUS FAIT

*Quand l'esprit mercantile prend le pas
sur l'Esprit et que les écritures sont prises
au pied de la lettre.*

Il est des forces non sages qui nous ont désappris l'art de vivre avec l'Autre. À travers nos églises, dans nos moyens de communication, dans notre façon de consommer, on s'est moqué de nous tout en nous faisant croire qu'on se souciait de nous. On nous a imperceptiblement enfermés dans une prison pour l'âme encore plus terrifiante que les féodalismes des époques anciennes.

Enfants de la cité, nous avons collectivement régressé. L'instrumentalisation de nos rêves et de nos valeurs par quelques esprits avides de pouvoir et d'argent a réduit nos croyances à un vernis superficiel, un miroir aux alouettes qui ne reflète en rien les réalités historiques et politiques de la vie en communauté. Cette instrumentalisation pernicieuse, cette gangrène de l'esprit se proclame salvatrice, promet des solutions aussi simplistes que la colère qui la sous-tend, prétend nous libérer

mais pour mieux nous soumettre. Elle va à l'encontre du message originel que prônent nos écritures saintes, chacune de nos lois, et toutes nos obédiences. Sous couvert de les promouvoir, elle n'a que faire de nos idéaux.

Les nationalismes

Depuis ce bain de sang que fut la Grande Guerre qui ravagea l'Europe et épuisa les nations de la planète entière, l'échelle des massacres a dépassé de loin les conflits précédents. Avant 1914, et davantage depuis, on a exacerbé les nationalismes, les particularismes régionaux ont été élevés au rang de race, excusés par la génétique, et ont ainsi justifié des boucheries de masse ; il fallait bien aller fièrement au casse-pipe défendre la mère-patrie. On nous a dressés les uns contre les autres au nom de symboles chantés avec lyrisme mais qui cachaient des réalités beaucoup plus terre à terre que de beaux élans patriotiques. Souvenons-nous que la Grande Guerre trouva en France sa justification dans la haine du Boche, mais qu'il s'agissait surtout d'aller démanteler un concurrent devenu trop encombrant aux yeux des autres puissances industrielles. Souvenons-nous aussi que la

mise à genoux de l'empire germanique a été la semence de la pire des guerres, celle qui suivit la Grande Guerre, un quart de siècle après. Cet acharnement n'était donc pas une solution.

Pour attiser nos haines, on a fait du voisin un être différent, une chose inhumaine. On le caricaturait en un monstre hirsute, un étranger à notre espèce. Regardez les dessins des journaux du début du xx^e siècle, les affiches de propagande d'alors. Les ennemis étaient représentés en araignées, en rats, en crapauds, en vautours. On oubliait bien vite que ceux de la tranchée d'en face étaient aussi humains que nous. Et que seuls les humains sont capables de telles choses. On nous a même fait oublier que chaque camp craignait souvent le même dieu. Chaque peuple en présence se croyait éclairé, élu, seul porteur de Raison ; chaque peuple s'aveuglait au point de s'entre-détruire, de s'autodétruire. Chacun trouvait dans la cruauté de l'autre la justification de ses propres exactions.

Mais pourquoi donc, après tout, devrais-je mettre ces phrases au passé ?

On nous a divisés lors des siècles précédents. Et ce ballet morbide se prolonge en ce siècle nouveau. Dans les dernières années qui

viennent de s'écouler, on constate un repli des nations sur elles-mêmes. Ce mouvement gagne en proportion ; les dirigeants fraîchement nommés remettent en question les alliances que l'on croyait solides, reviennent sur les accords d'échange et disent aller trouver le salut dans un repli sur soi. Les peuples élisent, ou manquent de peu d'élire, des gens aux pensées proches de la peste brune qui contamina l'Europe au cours des années trente.

Les communautarismes épidermiques qui apparaissent maintenant sur tous les continents ne sont pas une première dans l'Histoire. Est-ce vraiment un hasard si les survivants de la Shoah essaient aujourd'hui de nous mettre en garde, de nous faire comprendre que certaines poussées de fièvre qui nous mènent aux extrêmes leur rappellent les symptômes de très mauvais souvenirs ? L'ambiance d'aujourd'hui est aussi délétère qu'avant l'avènement du Reich. Demain le sera-t-il autant qu'à son apogée ?

N'oublions pas les erreurs que commirent nos aïeux, leurs tentatives de rejeter nos voisins, de couper les liens avec eux, d'expulser ceux qui semblaient responsables de maux créés par d'autres, de désigner des boucs émissaires, voire de les annihiler. Aucune de ces brillantes mesures n'a amélioré la condition des peuples

qui les ont mises en œuvre. Par les saignées qu'elles ont engendrées dans les viviers de leurs talents, elles ont souvent mené à de graves régressions, à la perte des nations qui les perpétrèrent et aux pires holocaustes. Si ces réflexes de guerre et de haine étaient si efficaces, s'ils faisaient réellement le bonheur des nations, s'ils amenaient la paix, cela se saurait.

On pourrait qualifier ce discours de vision passéiste. On pourrait dire que ces arguments ne sont que des relents des temps anciens, des peurs déconnectées des réalités du monde actuel. On pourrait arguer que nos vétérans crient au loup car ils vivent dans leurs souvenirs ; leur jeunesse fanée, ils répètent en boucle les méfaits du passé mais ils ne savent plus de quoi ils parlent car ils ne maîtrisent pas le langage moderne.

On pourrait rétorquer que certes les propagandes ont décimé le monde il y a des décennies, à l'aube de la communication de masse, mais que nous sommes désormais plus lucides sur les images simplistes qui peuvent nous parvenir, que notre habitude des médias nous a vaccinés contre les manipulations publicitaires, que nous ne saurions avaler les couleuvres que nos ancêtres naïfs ont pu gober tout cru.

Nous pensons-nous vraiment capables de faire le tri à force d'être exposés au débit effréné des autoroutes électroniques, à cet incessant flux de données qui abreuve nos écrans ?

Accuser les anciens d'ignorance, c'est manquer de recul. Nous aurons l'occasion de reparler du devoir de mémoire qui pourrait nous sauver, de la nécessité d'écouter l'expérience de ceux qui ont vécu avant que nous ne naissions.

Diviser pour régner

Les recettes du marketing moderne – celui qui nous lave le cerveau par son omniprésence, celui qui s'ingénie, par ses messages directs et répétitifs, à nourrir nos peurs, nos insécurités – ont développé chez nous des réflexes pavloviens, des gestes compulsifs. N'oublions pas que cette manière moderne de nous vendre ce dont nous pensons avoir besoin trouve ses origines dans des notions aussi obscures que le système de propagande défini par Goebbels. Ce lavage de cerveau cultive nos égos mal placés, les brosse dans le sens du poil, et, tel un Machiavel consumériste, nous réduit en unités distinctes pour mieux régenter nos habitudes de consommation. *Achetez donc, achetez donc*

car vous le valez bien, nous répètent les ondes. Vous le valez bien, disent-elles, bien plus que le voisin. Laissez-vous dominer par le besoin de posséder. Et allez travailler pour pouvoir vous payer ces paradis artificiels qui vous font saliver.

Ce système est devenu une caricature du postulat de base de l'économie de marché prôné par Adam Smith : il est plus profitable de vendre un produit en petites quantités à une multiplicité de personnes que de le vendre en gros ; le profit à tirer est d'autant décuplé que la marchandise est divisée en portions individuelles. Ce *modus operandi* s'est affiné avec le temps ; il a pris une dimension encore plus invasive avec l'apparition des médias électroniques.

Des instruments de mesure épient nos faites et gestes, on jauge nos habitudes, on regarde tout ce que nous faisons. Non ceci n'est pas un délire paranoïaque, ni une théorie du complot. C'est un fait. Une technique de vente avouée. L'étude du Big Data à travers nos interactions sur les réseaux sociaux et les sites Internet que nous fréquentons, permet aux sociétés commerciales de cibler quels produits nous verrons apparaître sur les espaces publicitaires que sont devenus nos écrans.

Nous sommes entrés dans une ère orwellienne encore plus pernicieuse qu'une dictature déclarée, car l'espionnage maintenant se fait sans répression. On décortique nos gestes en une base de données pour mieux anticiper nos besoins à venir. On nous observe comme des cobayes pour mieux décider quoi nous vendre, à quoi nous exposer et afficher sur les cristaux de nos écrans les produits qui auront le plus de chances d'affûter nos envies. On a même inventé l'obsolescence programmée, pour être certain que nous n'aurons pas le choix de racheter les drogues qu'on nous vend, car elles ne dureront plus autant qu'auparavant.

Pire encore, nous-mêmes sommes devenus des produits. On ne nous jauge plus qu'à l'aune de notre rentabilité, ou des coûts que l'on génère. Nous ne sommes plus qu'indices, chiffres ; des machines de chair. Ces équations ne prennent plus en compte nos charges émotionnelles, et encore moins notre dignité. Où est la part du rêve dans ce monde statistique ?

Ce mode de non-pensée s'est insinué à tous les étages de nos vies et nous a divisés jusque dans nos familles. Cette déconstruction a eu raison de structures sociales fondamentales au vivre ensemble, où fleurissait jadis le goût de

la communauté. Nos écrans, nos moyens de communication individualisants, détournent notre regard de celui du voisin.

Il n'est pas étonnant que nous ne sachions plus reconnaître la sensibilité des autres, car la nôtre a été réduite à la portion congrue. Savons-nous encore contempler? Savons-nous encore découvrir? Prendre le temps de laisser se révéler dans une altérité les mêmes traits que les nôtres et redécouvrir que l'Autre n'est autre qu'un autre nous? Allons-nous zapper nos semblables avec autant de facilité que nous changeons de chaîne lorsqu'elle nous ennuie trop? Cela semble être déjà le cas lorsque l'on scrute les habitudes des consommateurs de sites ou d'applications de rencontres : d'un coup de pouce, ils font glisser les photos des miséreux en mal d'amour comme s'ils n'étaient rien de plus qu'une marchandise de grande consommation.

Argumentaire ou Propagande?

En nous faisant perdre l'habitude de mettre en commun nos ressources, nous avons perdu le sens – et le bénéfice – du partage. En nous

individualisant, en croyant nous enrichir par nos possessions propres, nous nous sommes intérieurement appauvris.

Le décorticage de notre humanité ne se limite pas à la façon dont nous consommons les produits manufacturés et les services. Ce sont aussi des idées qu'on nous fait consommer, que dis-je ; qu'on nous enfonce dans la gorge à un rythme croissant. Le consumérisme a ainsi dépassé nos habitudes de consommation courante, il s'étend à nos âmes.

Nos écrans nous ont appris le don de l'impatience, l'impatience de l'immédiateté, le désir compulsif d'obtenir quoi que ce soit en une nanoseconde, peu importe la qualité de ce que nous obtenons tant que c'est instantané. À pouvoir en un clic satisfaire nos envies, nous en avons perdu la patience du recul, le souci de l'esprit critique. Nous vivons à l'ère du prêt-à-penser, qui est une négation de la Pensée.

On ne prend plus le temps de faire le tri, de séparer le bon grain de l'ivraie, de se fonder une opinion en toute indépendance d'esprit. On absorbe, on consomme de l'information fast-food, on engloutit des données jusqu'à oublier ce qu'on vient d'ingérer la seconde précédente. L'essentiel étant d'y trouver un frisson. Une illusion d'extase. Un ersatz d'évasion.

Cette façon d'avalier les mots sans vouloir les comprendre est en train de saper les fondements mêmes de la démocratie, car nous croyons tout ce qui se dit sans chercher à déceler les véritables intentions, les raisons pour lesquelles les messages sont émis. La surabondance d'informations conjoncturelles, le bombardement des cerveaux par des non-événements, par des accusations, des rumeurs non vérifiées ou des affirmations lancées à la va-vite affectent notre sens critique.

Ainsi, la récente élection présidentielle américaine fut particulièrement nauséabonde. Le débat démocratique a été distordu au cours de la campagne, relégué au second plan par d'accusations de bas étage relayées viralemment sur les réseaux sociaux. Ceci a d'ailleurs poussé le président Obama à déclarer : « Si nous ne sommes pas sérieux en ce qui concerne les faits, sur ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, et particulièrement à l'heure des réseaux sociaux, quand tant de gens reçoivent l'information en une phrase sur leur téléphone, si nous ne pouvons pas faire la différence entre les arguments sérieux et la propagande, alors nous avons un problème. »

Lawrence Lessig, professeur de droit à Harvard, a enfoncé le clou : « Il faut que

les réseaux sociaux admettent la différence entre vendre des gadgets technologiques et diffuser des informations sur les élections. »

On serait donc entré dans l'ère de la post-vérité, ce nouveau concept philosophique venu des États-Unis d'après lequel un discours n'a plus besoin de faire référence à une vérité prouvée ou démontrée, à des faits avérés, mais simplement à susciter l'assentiment et la confiance de ceux qui écoutent. Peu importe que l'on dise vrai ou faux, pourvu que les autres croient en notre *bullshit!*

Et d'après le Washington Post, un rapport très sérieux de la CIA s'interroge sur l'influence de la Russie dans les fausses rumeurs lancées sur les réseaux au cours de la campagne américaine. Quel paradoxe que les électeurs de Donald Trump, qui se pose en héraut du protectionnisme pro-américain, aient été sous l'influence indirecte d'une puissance étrangère, d'autant plus que cette puissance est le rival historique de son pays chéri. Une preuve supplémentaire que la marge est immense entre les discours de façade véhiculés par ces réseaux et les intentions qui s'y dissimulent.

Et ce ne sont pas seulement les électeurs ou les adolescents qui ne savent plus faire le tri dans ce qui circule sur le Net. On se souviendra ainsi que Kawaja Asif, le ministre de la Défense

du Pakistan, a récemment menacé Israël de riposte nucléaire sur son compte Twitter après avoir lu à la hâte une fausse information diffusée sur un site peu fiable.

Quand on connaît les tendances compulsives du nouveau président américain et sa facilité à dégainer des menaces sur Twitter, nous ne pouvons guère être sereins au sujet du discernement de ceux qui dirigent le monde. Et sur ses conséquences.

Réseaux antisociaux – réseaux sociopathes !

Quel abus de langage que le terme « réseau social » ! Qu'y a-t-il de social à avoir des milliers d'amis ? Les « amis » qu'on collectionne sur ces interfaces sont-ils réellement pourvus de bienveillance, d'affection, de chaleur, comme le comprend la définition initiale du terme *amitié* ? Ou ne s'agit-il pas plus d'exhiber son ego à un maximum de quasi-inconnus pour se valoriser sans donner en retour ? Il est tout simplement physiquement impossible d'entretenir des relations profondes avec des milliers de gens à la fois. Cette contradiction sémantique devrait suffire à nous faire comprendre que sur ces réseaux, le mot *amitié* se trouve

édulcoré, vidé de tout sens. Selon le professeur de droit Roseline Letteron, l'amitié suppose, au sens de la plus haute juridiction française, « une connaissance intime, une proximité qu'un réseau social ne peut parvenir à susciter ».

On ne trouve que peu d'amis sur les réseaux sociaux, on y trouve surtout quantité d'égoïsmes. Andy Warhol avait prophétisé que chacun dans le futur aurait droit à 15 minutes de gloire. Pensait-il vraiment à une si basse consommation de masse? Peut-être que oui, après tout, lui qui reproduisait en série des copies colorées d'objets les plus triviaux de la vie quotidienne. Visionnaire peut-être l'était-il, mais aurait-il été effrayé de constater toute l'horreur de sa prophétie? Les conséquences déshumanisantes de la capacité de chacun de s'inventer une vie virtuelle?

On aime se faire croire que l'on est lié avec des êtres que l'on n'a jamais vus, qui pour certains se trouvent à l'autre extrémité de la planète, alors qu'on ne sait même plus regarder son voisin. Les yeux rivés sur nos écrans, on expose son nombril dans un show à sens unique.

Quel dommage pourtant, car les médias électroniques sont un formidable outil pour mobiliser les masses au profit de justes causes. C'est aussi un moyen de garder le contact avec

de réelles connaissances lorsque les circonstances de la vie nous ont éloignés d'eux. On peut aussi trouver par un réseautage sain nombre de personnes qui partagent nos sensibilités, affiner nos champs d'expertise entre personnes de la même profession, trouver un travail. Et peut-être l'amour.

Le potentiel de l'outil internet est formidable. Ça n'est pas l'outil qui est en cause ici, mais le degré de conscience avec lequel on l'utilise.

Programmer nos enfants ?

L'individualisation de nos moyens de communiquer gagne non seulement nos cellules familiales et notre façon de tisser nos amitiés, elle gagne aussi notre système éducatif.

Il apparaît qu'à chaque révolution technologique, les entreprises qui fabriquent les équipements de pointe font montre d'un intense lobbying pour inciter l'éducation nationale à acheter leurs derniers joujoux, sous prétexte d'accroître l'autonomie des petits humains et de stimuler leur éveil. On parle en ce moment de munir chaque élève français d'un écran d'ordinateur. Mais aucune étude ne prouve que ce que nous appelons les TIC (technologies

de l'information et de la communication) aient un véritable impact sur le développement des enfants. La seule certitude est que ces jeunes apprenants seront davantage habitués à consommer ce genre d'outil si leur apprentissage en dépend. S'agirait-il alors de sciemment créer chez eux une dépendance envers les tablettes et les ordinateurs ? Il n'a certainement pas échappé à Microsoft et consorts que ces bambins sont les consommateurs du futur.

Ne nous méprenons pas, je suis convaincue qu'un outil numérique bien utilisé a des vertus éducatives, mais il ne faut pas en faire une panacée et rien ne saurait se substituer au contact entre l'élève et un enseignant fait de chair et d'émotions. Car ce sont avant tout des *êtres humains* que nous sommes supposés former, des citoyens libres de choix, pas de vulgaires éponges rivées à des écrans. Un ordinateur ne saura jamais programmer un être humain. Seul le contraire sera possible.

C'est aussi à l'école qu'on constate le mieux la décomposition des structures familiales par les médias électroniques. Tous les enseignants interrogés ont vu le degré d'impatience des élèves s'élever ces dernières décennies, leurs attentes vis-à-vis de l'outil éducatif devenir plus en plus consuméristes. Et cela concerne

aussi leurs parents, trop habitués à obtenir dans l'instant. Ils vivent à l'ère Kleenex et en ont perdu le sens de la contemplation, ne connaissant plus la valeur ni le plaisir d'une découverte graduelle, d'une construction autonome de la pensée. Comme le déclare Philippe Bihoux, co-auteur de l'ouvrage *Le désastre de l'école numérique* : « Ce sont à terme les fondements même de la société, des conditions du vivre-ensemble, qui sont remis en question. »

Je pourrais aussi largement m'étendre sur la faillite des parents et le nombre grandissant d'enfants dysfonctionnels. Souvent ces enfants perdus n'ont que peu de contact direct, ni d'échange véritable, avec leurs parents ; leurs pères et leurs mères, indépendamment de leur niveau social, sont de plus en plus démissionnaires d'une forme d'éducation qui repose sur la tradition orale, sur des preuves d'amour au quotidien qui parfois se passent de mots, ne consistent qu'en des gestes simples, en un regard, en une présence. Las, parents autant qu'enfants surfent en solitaire et laissent des inconnus numériques leur dire n'importe quoi.

Les classes de primaire d'aujourd'hui sont très en retard sur leurs prédécesseurs en termes de discipline, d'écoute, de bienveillance, de respect mutuel. Et les enseignants de maternelle disent que les tout petits montrent déjà

des signes inquiétants d'agitation et d'incapacité à tolérer les autres. Certains nourrissons trahissent même une certaine répugnance vis-à-vis des contacts physiques, qu'ils prennent systématiquement comme une agression. Les parents de ces enfants nouveaux viennent de toutes classes sociales. Riches ou pauvres, ils ont autre chose à faire que de les éduquer et ils voudraient qu'incombe aux enseignants le poids de leur échec. Un professeur ne saurait se substituer à tous ces couples qui ne savent plus aimer.

La peur en boucle

Dans les régimes dictatoriaux la propagande est véhiculée par les médias pour convaincre les masses de la suprématie de la doctrine officielle. Mais dans les démocraties aussi on sait asséner les messages pour laver les cerveaux. Le conditionnement des esprits, sous une apparence illusoire d'une diversité créée par le grand nombre de médias qu'offrent l'Occident et sa périphérie, est très similaire à une dictature. Quel intérêt d'avoir autant de chaînes d'information, si la même information s'y trouve répétée à longueur de journée?

Il est des raisons troubles pour lesquelles médias assènent sans relâche des messages clonés sur un ton uniforme. Avez-vous remarqué quels types de sentiments véhiculent ces nouvelles ? Si encore elles parlaient de fausses joies, mais c'est la peur qu'on nous vend. Les chaînes d'information continue répètent en boucle des flashes anxiogènes, afin de créer des sensations même là où il ne se passe rien. Ils jouent avec la partie reptilienne de notre cerveau, les émotions primaires, animales, qui résident en nous. Leurs titres sensationnalistes nous vendent l'échec, la tragédie, la confrontation, la rupture. Le bonheur, concept trop ennuyeux, moins vendeur que la peur, ne rapporte rien à ceux qui le colportent. Alors on ne le colporte plus ; on diffuse son contraire. De moins en moins de journalistes, certains même réputés, ne vérifient plus leurs sources. Ce sera à celui qui dégainera avant les autres, tant pis si on rate sa cible, ou si la cible n'existe pas, tant qu'on est le premier à faire du bruit pour rien.

Et cette stratégie dépasse le cadre du journalisme. Il est repris par des politiciens qui ont fait de leur métier un spectacle. Citizen Kane a un nom dans le monde d'aujourd'hui. Il s'appelle Donald Trump. Lorsqu'un président élu déclare avoir l'intention de continuer à présenter après son entrée en fonction le *reality*

show qui l'a rendu populaire, nous touchons à l'extrême de l'absurde. La frontière entre show-business et politique vient de s'évaporer définitivement. La réalité vient de transcender la pire des fictions.

Restons mesurés avec les intentions des hommes de pouvoir envers la Chose Publique – autrement dit un État gouverné, au moins partiellement, en fonction du bien du peuple, par opposition à un État gouverné en fonction du bien privé des membres d'une classe ou d'une personne unique. Certaines figures politiques essaient encore d'exercer leur métier avec dignité et dans le souci de l'intérêt commun. Mais on peut en effet déplorer une tendance de fond qui fait froid dans le dos. Les pensées anxieuses, nihilistes, que nous instillent certains responsables, leur sémantique de la peur, leur violence verbale, les images clivantes qu'ils brandissent pour nous hypnotiser, nous rendent méfiants envers les communautés qu'ils caricaturent. Ces caricatures ne valent pas mieux qu'un spot publicitaire. Ces discours nauséabonds cristallisent les haines, le dépit et l'aigreur.

Malheureusement, il est dans l'air du temps d'adopter ce genre de ton. On le retrouve jusque dans des partis qui traditionnellement

avaient fait de la tolérance leur cheval de bataille. La critique maléfique, non constructive, apparaît à tous les niveaux. Le *bashing* et les amalgames ont élu domicile dans toutes les strates de la société. On parle d'expulser, de purifier, de faire le ménage. Parfois par le feu, tout du moins en pensée. On voit des Jeanne d'Arc à tous les coins de rue. Mais immoler son prochain n'a jamais apaisé personne. Cela ne peut qu'au mieux donner de mauvaises habitudes. Une telle phraséologie incendiaire m'inquiète par ses antécédents. Cette volonté de nettoyage, ce délire de purification, de rédemption fanatique, frôle l'autodestruction. Nous y brûlerons aussi.

Révolte kamikaze ou révolution constructive?

Il en est parmi nous, bien souvent les plus jeunes, qui se sentent perdus dans ce Maelström où les points de repère sont de plus en plus fuyants, dans ce monde désensibilisé où le manque de reconnaissance les pourrit de désespoir. Il est ceux que la révolte instinctivement habite, par la jeunesse de leur idéalisme, qui pensent avoir trouvé la solution en niant ce système, en se révoltant contre lui.

Le rejet de l'ordre établi a toujours été l'apanage des jeunes générations, une forme d'irrévérence qui a souvent été utile, salutaire, porteuse de renouveau d'institutions sclérosées. Certains jeunes indignés entrent dans la danse altermondialiste en rejet de ce système tentaculaire qui semble tout dominer. Pour la plupart de ceux-là, on pourra considérer que l'utopisme qui les soulève est encore pétri de bonnes intentions, qu'il est mû par un élan de vie, une indignation digne de celle de Stéphane Hessel. Ils rentrent en révolte par espoir de sauver le monde.

D'autres, au contraire, entrent en religion comme on entre dans la mort. Ceux-là veulent tout détruire, y compris leur propre vie. Ces jeunes esprits en quête d'idéaux, en manque de références, en recherche d'appartenance, se sont enfermés dans un fanatisme religieux repoussant tout matérialisme, rejetant l'omnipotence de l'Occident. Leur révolte est sans lendemain. Prêts à s'accrocher à n'importe quoi pour se donner la sensation d'exister avant de disparaître, ils iraient jusqu'à mourir pour une cause qu'ils connaissent mal, que quelques autoproclamées éminences religieuses ont prédigérée pour eux. Ces derniers sont des marchands de sable, qui, sous des simulacres de bienveillance, sont des marchands de mort.

Ceux qui se font mourir en emportant les autres disent vouloir le faire pour le compte d'une supposée révolution. Mais ce faisant ils ignorent le sens premier de ce terme : *revolvere*, en latin, sous-entend un retournement, une disruption, une métamorphose, une mutation. Elle implique donc un lendemain, quel qu'il soit. Or, le nihilisme dont font preuve ces kamikazes ne promet aucun lendemain, ne porte aucun espoir. Le passage des adolescents, le rite de passage de mourir à l'enfance est devenu pour eux celui de mourir tout court. Il s'agit de détruire pour simplement détruire ; rien n'est proposé à la place du néant qu'ils rêvent de créer. Il ne s'agit donc pas d'une révolution. Leur démarche sans retour ne saurait être une culture non plus. Elle est la négation même du concept de culture. D'autant qu'elle est fondée sur du vent.

Décrochées, sans valeurs sur lesquelles se construire, et sans rêve qui se dessine à l'horizon, ces âmes errantes sont devenues ultra-sensibles à des symboles trop simples pour ne pas être mensongers. Les raccourcis qu'on leur présente, simplifiant à l'envi les écritures sacrées, détournent le sens premier de ces dernières. Car ceux qui les manipulent leur ont appris à haïr mais ils se sont bien gardés de leur apprendre à lire.

Le djihadisme dont ils portent le drapeau ne repose sur aucune réalité historique ; il ne recèle qu'une nostalgie d'une tradition fantasmée, en déconnection totale avec ce que fut le passé, et que les véritables érudits du monde musulman sauraient démontrer en faux.

La révolte de ces jeunes est pourtant légitime en regard de la laideur du système qui refuse de les inclure. Mais leur manière de rejeter ce système n'échappe pas à la logique terrible de ce même système, car à eux aussi on a « vendu » quelque chose de frelaté : un paradis de pacotille, tout aussi peu fiable que ces produits de mauvaise qualité fabriqués à bas prix par des quasi-esclaves qu'on retrouve dans les rayons du monde capitaliste. Et dont ils voudraient dénoncer les méfaits.

Les fanatiques religieux fonctionnent sans le savoir selon des schémas mentaux à laquelle la société dans laquelle ils naquirent les a conditionnés, même si en apparence ils croient la rejeter. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont les produits du système qui les a enfantés, ils en ont acquis le langage officiel, même à leur insu.

Si seulement ces jeunes apprenaient que l'éveil d'un être humain à la spiritualité est l'histoire d'une vie. On ne peut pas se targuer d'avoir atteint l'illumination en un si court

laps de temps, en se laissant accrocher par une image simpliste véhiculée par Internet. Un enrôlement aussi subit, en deux mois ou moins parfois, le départ vers une soi-disant terre promise qui n'a jamais existé ailleurs que dans leurs phantasmes, n'a rien à voir avec une authentique démarche spirituelle. Il est indispensable, quelle que soit sa religion, de prendre le temps de se découvrir et de longtemps se chercher, par la méditation, la contemplation, la lecture et l'enseignement des plus anciens, pour atteindre un degré de conscience supérieur. On ne trouvera jamais l'illumination dans aucun supermarché, sur aucun site Internet ou aucun forum du *deep web*. Il ne sera jamais expédié par Fedex ou bien par SMS. Il faut longuement se perdre avant d'accéder à la véritable connaissance.

Le djihadisme actuel cache un mal-être, psychologique plus qu'idéologique. C'est à la fois une contre-culture, une sorte de totalitarisme nostalgique et ultra-conservateur, mais également un hyper-individualisme qui ressemble au marketing moderne. Les jeunes qui s'y jettent – littéralement – à corps perdu se font les boucs émissaires de la déstructuration des sociétés, comme pour se venger d'une humiliation de ne pas en faire partie. Mais

ils servent sans le savoir un état militaire qui se prétend éclairé, rattaché aux cieux promis en échange de leur sacrifice, qui en réalité ne cherche qu'à dominer le domaine séculier. Ceux qui les envoient mourir à leur place n'ont comme seule ambition que prendre le pouvoir ici bas. Rien d'autre, ni nulle part ailleurs.

Nombre de combattants commencent à vouloir rentrer dans les pays d'origine qu'ils voulaient détruire, avec leurs femmes et leurs enfants, dégoûtés par la guerre, la réalité du terrain, effrayés par les délires de leurs propres chefs. Peut-être est-ce là un début de rédemption pour eux, peut-être avaient-ils besoin de passer par l'horreur, de tuer pour mieux s'en écœurer. Peut-être pourront-ils s'amender s'ils apprennent de leurs erreurs et que nous leur laissons la chance de le faire.

Il faudra de grandes preuves d'amour de la part de tous pour réparer le mal. Mais cela, même s'il sera difficile de passer outre le sang versé, ne devrait pas être impossible.

L'UNION FAIT LA FORCE

À travers l'Histoire, il s'avère que les épisodes de tolérance, de mise en commun des talents, d'élan de convivance, ont toujours été synonymes, pour les peuples concernés, de franchissements de paliers, d'essor, d'accroissement des connaissances et d'épanouissement.

Une première remontée lointaine à la préhistoire est d'ailleurs riche d'enseignements. Même si ce que nous savons aujourd'hui des modes de fonctionnement des sociétés préhistoriques peut être interprété de diverses manières, parfois contradictoires, il semble établi que les chasseurs *Homo sapiens* sont devenus mieux aptes à assurer la survie de leurs tribus lorsqu'ils ont commencé à chasser en groupe, notamment à l'ère glaciaire lorsque le gibier se faisait rare et de taille trop conséquente pour être abattu par un chasseur solitaire.

Il est également admis qu'il y a 30 000 ans, lorsque la longévité des êtres humains s'est accrue de façon à ce qu'une majorité d'entre eux puisse voir naître leurs petits-enfants

(autrement dit lorsque l'espérance de vie a dépassé 35 ans), le développement des communautés humaines s'en est trouvé accéléré de façon spectaculaire. En effet, les grands-parents ont assuré par leur expérience la transmission à leurs descendants de règles sociales, de savoir-faire et généré des réflexes d'entraide. La disponibilité des aïeux à prendre en charge l'éducation des jeunes enfants a permis aux parents de se consacrer à des tâches qu'eux seuls étaient en âge d'accomplir. Les adultes dans la force de l'âge ont eu plus de temps pour chasser ou cueillir les ressources nécessaires à la vie de la tribu. Ils ont eu également le loisir de se consacrer à des activités plus créatives et intellectuelles que la simple survie. Ainsi, un essor sans précédent des arts et de l'artisanat chez *Homo sapiens* coïncide avec cette date-clé de 30 000 ans avant notre ère. L'apparition de grands-parents a donc constitué un avantage certain du point de vue de l'évolution, un précieux ciment sociétal. La symbiose des générations a permis le renforcement des liens sociaux, de la densité des populations, de leur productivité et de leur inventivité. Cette spirale vertueuse datant de trente millénaires fut à l'origine d'une concentration des populations qui engendra la création des premiers centres urbains et mena à l'apparition de civilisations

qui furent le berceau de la nôtre. Elle a été l'étincelle initiale vers un développement culturel et commercial dont nous jouissons encore.

Ce constat contraste avec la façon dont nous reléguons maintenant les plus âgés d'entre nous au rang de rebuts inutiles : trop fréquemment nous parquons les anciens dans des mouiroirs où ils ne sauraient transmettre à quiconque. Vouloir les écarter sous prétexte qu'ils ne seraient plus productifs ou que leur apparence physique ne correspondrait plus aux canons de beauté est à la fois un signe de notre superficialité et de notre appauvrissement culturel. Nous aurons l'occasion de reparler de l'utilité des anciennes générations pour structurer la société, transmettre le savoir et lutter contre l'ignorance. La convivance doit aussi être intergénérationnelle.

Pour en revenir à l'ère préhistorique, bien que l'on connaisse encore mal le degré de coopération d'*Homo sapiens* avec l'homme de Néandertal, même si leur histoire commune aura sûrement consisté en une alternance de périodes de conflits et d'ères plus collaboratives, la génétique a démontré que nous portons encore en nous, dans notre ADN même, des traces de métissage et donc d'une forme de

convivance entre ces deux espèces. Au-delà de nos gênes, la paléontologie suggère que notre spiritualité est encore porteuse de concepts qui nous auraient été transmis par notre cousin aujourd'hui disparu : il apparaît fort plausible que c'est lui qui nous a appris à enterrer nos morts et à garnir nos sépultures d'objets destinés à accompagner les défunts dans leur prochaine vie. Le fait même que nous envisagions une vie après la mort, que certains considèrent comme le propre de l'humanité, serait un legs. C'est du moins ce qu'énoncent avec force Yves Coppens dans les documentaires « L'Odyssée de l'espèce » et « Homo Sapiens » : cet héritage spirituel aurait permis à *Homo sapiens* de devenir ce qu'il est aujourd'hui, à savoir un animal social muni de degrés supérieurs de conscience. Si nous avons été capables de partager nos croyances avec d'autres espèces d'hominidés, pourquoi serions-nous incapables de tolérer celles de nos frères de sang ?

En outre, il est possible que l'homme de Néandertal ait disparu à cause de sa plus grande sédentarité par rapport à celle de *Sapiens* qui, voyageant davantage, échangeant avec plus de cultures, aurait fait montre d'une capacité supérieure à s'enrichir d'apports étrangers. D'autres facteurs d'adaptabilité à un environnement changeant sont certainement à prendre

en compte dans la disparition du Néandertal, mais *Homo sapiens* aurait lentement pris le pas sur Néandertal en diversifiant plus efficacement ses apports culturels et en sachant mieux s'en nourrir. Les côtés bénéfiques d'une capacité à collaborer, à être curieux envers les autres, s'en trouvent davantage soulignés.

Nos vécus en commun

Faisons un bond dans le temps de plusieurs dizaines de milliers d'années et avançons jusqu'à notre ère. Bien qu'on l'appelle «ère chrétienne», elle vit aussi l'avènement d'autres religions qui n'ont rien à envier à la chrétienté en termes de popularité.

Dans l'ambiance actuelle, qui se souvient encore de la façon dont l'Islam et le judaïsme ont cohabité paisiblement pendant presque mille cinq cents ans? Qui se souvient que ces deux religions, que l'on oppose maintenant de façon manichéenne, se sont construites par échange mutuel, par de constantes et fructueuses interactions dont elles gardent encore les enseignements?

La notion de *choc des civilisations*, que l'on essaye en ce moment de distiller dans les consciences, la culture de la peur et du sang

que l'on promet, n'est en fait qu'un *choc des ignorances* qui cache une volonté de fracturer les communautés. De diviser pour régner.

Face à cette régression, face aux stéréotypes réducteurs qui planent dans nos ciels, un devoir de mémoire est nécessaire. Nous ne pourrions ici dresser un tableau exhaustif de ce que l'on essaie de nous faire oublier, mais il est urgent de lancer des pistes que chacun aura la liberté d'approfondir par une démarche personnelle.

Peut-on encore se souvenir que des passerelles millénaires entre Islam et judaïsme ont touché au religieux, à la philosophie, aux arts, à l'architecture, aux sciences, aux arts culinaires et nombre de pratiques de la vie quotidienne? L'arabe et l'hébreu sont d'ailleurs toutes deux des langues sémitiques qui présentent de nombreux points communs. Et les pratiques religieuses respectives de ces deux religions ont été l'objet d'échanges, de confrontations productives, de travaux d'exégèse de la part d'hommes qui ne partageaient pas l'autre foi mais essayaient d'en comprendre les enseignements. En effet, il me semble important de se rappeler que les religions parlent toutes de la même chose, même si les codes sociaux et les traditions qui s'y greffent, même si les images et paraboles qu'elles utilisent pour transmettre leur message en changeant les couleurs et les

apparences. C'est un amour du prochain qui sous-tend chaque croyance. Et c'est là l'essentiel. Le regretté poète Abdelwahab Medeb l'a résumé mieux que quiconque : « Finalement tous les humains ont une seule et même religion dont les formules et les cérémonies divergent. »

Ces transmissions de savoir, ces échanges mutuels n'auraient pu avoir lieu si ces deux communautés s'étaient constamment entretenues, détestées, ou étaient simplement restées hermétiques l'une à l'autre dans un isolement fantasmé.

Dans notre cadre de réflexion, l'exemple historique d'Al-Andalus est incontournable, ne serait-ce que parce qu'il a donné naissance au terme auquel nous voulons redonner vie, celui de *Convivencia*.

Tout ne fut pas idyllique entre les communautés musulmanes, les Juifs séfarades et les Wisigoths au cours de cette longue expérience qui eut pour centre l'Andalousie entre le VII^e et le XII^e siècle, mais qui s'étendit de l'Espagne jusqu'en Provence. Il est cependant indéniable que ces peuples si différents commerçaient, échangeaient leurs savoirs, voire se mariaient entre eux au cours de cette période et ce dans une ambiance relativement pacifique et dans

un souci d'équité et de respect de l'autre. Ce fut aussi une époque prolifique qui fut le berceau de l'identité culturelle juive actuelle et laissa trois civilisations distinctes enrichies des enseignements des deux autres. Ceci permettra par exemple à l'historien Eliyahu Ashtor d'affirmer qu'Al-Andalus vit « l'histoire juive [...] connaître sa période la plus florissante – celle qui exerça une influence exceptionnelle sur la destinée des Juifs et du judaïsme ».

Après la conquête de l'Andalousie par les Arabes au VII^e siècle, chacun en Al-Andalus put pratiquer librement sa religion et conserver ses lieux de culte. Artistes, scientifiques, religieux et médecins juifs coopéraient avec les scientifiques et les philosophes musulmans. La civilisation arabe, déjà fort avancée au regard de l'obscurantisme médiéval qui étouffait l'Europe chrétienne, en bénéficia d'autant. La philosophie arabe (*al falsalfâ*) naquit à cette époque, alors que les érudits arabes s'adonnaient à d'importants travaux de traduction des philosophes grecs, notamment Aristote.

Le symbole le plus représentatif de ces métisages est certainement Moshe ibn Maymûn, plus connu sous le nom de Maïmonide, un philosophe juif du XII^e siècle dont les travaux inspirés de cette pensée arabe régénérée

influencèrent les trois religions en présence (judaïsme, islam et chrétienté) aussi bien dans leurs approches philosophiques que spirituelles et juridiques. Les écrits de Maïmonide offrent ainsi une éloquente illustration des influences réciproques des communautés les unes sur les autres dans le contexte andalou.

Les Juifs trouvèrent donc un nouvel essor en ce bouillonnement intellectuel. *Al falsafa* fut décisive dans la constitution de la philosophie juive, et la théologie musulmane (*Kalam*) inspira plus d'un penseur juif. C'est également en pratiquant et en étudiant la langue officielle arabe que les Séfarades se livrèrent à un fructueux retour sur leur propre langue. Pour la première fois de leur histoire, les linguistes juifs eurent une approche scientifique vis-à-vis de l'hébreu, qui devint alors, selon l'ethnographe Shelomo Dov Goitein, « un moyen d'expression structuré et raisonné ». Par extension, la poésie hébraïque connut sous l'impulsion de ces recherches et la vigueur de la littérature arabe, une effervescence et un renouveau sans précédent. Et Goitein d'en conclure : « la poésie hébraïque en Espagne fut un produit de la civilisation musulmane ».

Sur un plan plus séculier, ce fut aussi à cette époque que les Juifs exercèrent d'autres

activités professionnelles que le travail de la terre auquel ils s'étaient jusque-là traditionnellement adonnés. Ils devinrent banquiers, commerçants, artisans... Certains mêmes devinrent conseillers politiques des sultans, signe ultime d'ouverture et de confiance des dirigeants musulmans envers les talents des autres communautés qui partageaient leur territoire. Ce furent également les Séfarades d'Andalousie qui transmirent à l'occident chrétien les lumières scientifiques de la civilisation arabe.

L'un des vestiges culturels les plus éclatants de cette époque dorée et du cercle vertueux qui porta alors les communautés qui y prirent part réside dans l'héritage musical arabo-andalou. Fille de traditions orientales, arabes, berbères et andalouses, la musique arabo-andalouse a déteint sur les musiciens, leurs compositions et leurs instruments à travers tout le bassin méditerranéen, jusque dans l'Europe chrétienne.

Il y aurait tellement à dire des relations entre Islam et judaïsme. On pourrait longuement s'étendre sur la tolérance à l'égard des Séfarades dans l'Empire ottoman aux alentours du XIII^e siècle ; politique de soumission douce de la part des souverains musulmans, certainement plus pragmatique que judéophile,

mais non moins intelligente car consciente de la nécessité d'utiliser les talents de chacun pour faire prospérer leur société. La ville de Salonique notamment en récolta les bénéfices en accueillant les Juifs expulsés de la péninsule ibérique après la chute d'Al-Andalus aux mains des chrétiens. En permettant aux Juifs de cette nouvelle diaspora d'y exercer tous les métiers sans restriction aucune, cette cité portuaire devint une plaque tournante commerciale et culturelle de premier plan. Les Juifs rayonnèrent à partir de cette base alors que, dans le même temps, les autres communautés juives réfugiées ailleurs dans le monde subissaient persécutions, brimades et massacres.

Ainsi en est-il également de la longue existence des Juifs au Maroc qui, alors même que l'identité nationale s'est affirmée à partir de la fin du xv^e siècle, fut le théâtre d'une collaboration judéo-musulmane particulièrement riche et prolifique. D'ailleurs, la dernière constitution marocaine en date définit et reconnaît la pluralité culturelle de ce pays. Il y est explicitement énoncé que l'identité arabo-islamique est issue d'une réalité historique irriguée par l'andalou, l'ensemble de l'Afrique, la culture berbère, le judaïsme... On y affirme que le Maroc d'aujourd'hui,

société arabe et musulmane, a été forgé par l'addition chronologique d'une mosaïque de cultures diverses. Ce texte représente le fondement d'une modernité sociale, politique, spirituelle et culturelle prometteuse. Peut-être la France devrait-elle s'inspirer du fait qu'on puisse reconnaître qu'une identité nationale a de multiples origines?

Au-delà de leurs divergences bien réelles, les deux traditions religieuses de l'islam et du judaïsme ont donc été en partie façonnées par la rencontre avec l'autre. Ce n'est qu'avec l'incursion des Européens au Levant et au Maghreb, à compter du XIX^e siècle, que les communautés juives commencèrent à s'éloigner des musulmans avec lesquels elles avaient jusque-là vécu en bonne intelligence. Opposer judaïsme et Islam sur le court terme, comme si leurs rapports avaient seulement été conflictuels, comme s'il en avait toujours été ainsi, apparaît alors tout simplement absurde. Et c'est pourtant ce que nombre de discours et de doctrines s'efforcent de faire croire depuis le début du XX^e siècle. Ne serait-ce qu'en Palestine.

Contrairement à l'acception que les discours officiels en ont, le conflit israélo-palestinien

n'est pas intrinsèquement un conflit religieux, puisqu'il est le fruit de la confrontation de deux mouvements nationaux : le sionisme et le nationalisme arabo-palestinien. Ces deux mouvements, très récents au regard de l'histoire, aspirent tous deux à exercer leur souveraineté politique sur la Palestine. Mais ces pensées qui se veulent ennemies ont réinventé et distordu les identités respectives des communautés qu'ils prétendent représenter en intégrant la religion à leur argumentaire idéologique dans le seul but de justifier leurs revendications territoriales. La religion, supposée être un ciment fondateur de la nation, est ainsi devenue un outil d'exclusion manipulé par des groupes radicaux qui ont sacralisé une terre et, par relectures sélectives des textes sacrés, ont érigé une croyance contre l'autre tout en revendiquant un degré supérieur de légitimité. Tant que les parties en présence refuseront de revisiter cette malhonnêteté spirituelle, n'émergera de cette situation qu'un simple et vain dialogue de sourds dont rien de bon ne sortira.

Les enseignements du bouddhisme

Le bouddhisme, de notre point de vue européen, pourra nous paraître culturellement

plus éloigné par rapport aux trois principales religions monothéistes. Mais certains des enseignements de la doctrine bouddhiste ont déjà inspiré des générations de penseurs occidentaux, notamment germaniques ; Goethe, Thomas Mann et Hermann Hesse en tête. Ceux-là, déjà désabusés par le matérialisme occidental dès le début de la révolution industrielle, se tournèrent vers les lumières venues d'Orient pour y trouver la paix de l'esprit.

Fondé il y a vingt-cinq siècles, le bouddhisme est à la fois une philosophie ésotérique et un système moral. Certains pays, comme le Bhoutan, en ont fait leur religion officielle. La cohabitation harmonieuse et intergénérationnelle, le partage des capacités de chacun au bénéfice de la collectivité en sont des pierres d'achoppement, au point que le roi du Bouthan, Jigme Singye Wangchuck, a instauré en 1972 la notion de *bonheur national brut*, affichant ainsi une volonté claire de faire passer le bien-être de ses sujets avant la croissance économique. Ce que souligne le Premier ministre actuel Tsering Tobgay : « S'il faut penser à un projet permettant le développement économique, une seule question doit nous guider : est-ce que cela nous rendra plus heureux ? Certes plus riche, mais plus heureux ? »

De même, la doctrine bouddhiste Theravāda, issue de la plus ancienne école bouddhiste (Sthaviravāda), dont l'influence s'exerce principalement en Birmanie, au Laos et au Cambodge, imprègne tous les aspects de la vie quotidienne de ces pays. Selon ce courant de pensée, nos bonnes actions auront des répercussions positives dans nos incarnations à venir. Que l'on croie ou non à la réincarnation, cette doctrine a pour principe de base que l'union fait la force, insiste sur la force collective, incite les gens à interagir avec respect et a donc des conséquences directement mesurables sur nos incarnations actuelles. Les rituels qui rythment l'existence de ses adeptes offrent l'occasion d'acquérir des mérites ou de demander l'intercession de puissances supérieures. Le Mérite (*punya* en sanskrit) découle de toute bonne pensée ou toute bonne action et contribue à la libération spirituelle et au « vivre-ensemble ». L'importance accordée dans les familles aux enseignements moraux du bouddhisme Theravāda explique pour une grande part la manière extrêmement bienveillante avec laquelle les citoyens mènent leur vie et manifestent une authentique solidarité les uns envers les autres. En Birmanie, le voyageur est frappé par la civilité avec laquelle les Birmans traitent les visiteurs.

C'est également dans une intention altruiste que le roi Anawratha, adepte de la doctrine Theravāda, œuvra au XI^e siècle pour l'unification de la nation birmane en prenant soin d'inclure toutes les ethnies dans le projet national. C'est lui qui, lors de ses conquêtes pour l'unification des quatre principaux royaumes, revint avec quelque 30 000 prisonniers dont il sut intelligemment utiliser les talents pour construire les magnifiques monastères et pagodes qu'on trouve encore dans ce pays. Une preuve supplémentaire qu'inciter au vivre-ensemble permet de semer – et de récolter – la prospérité.

Jalons pour le futur

Une fois établi le constat que nous sommes malades d'égoïsme, et une fois apportées les preuves historiques que la convivance est un réel possible, que nous reste-t-il à faire ?

Une métamorphose de nos modes de fonctionnement apparaît nécessaire. Un changement de paradigme. Un « retournement », si on s'en réfère à l'étymologie du mot *révolution* (*revolvere*). Une destruction peut s'avérer utile si elle amène un renouveau, d'après le concept

de destruction créatrice établi par l'économiste Joseph Schumpeter : « Le nouveau ne sort pas de l'ancien, mais il apparaît à côté de l'ancien, lui fait concurrence jusqu'à le ruiner ». Une façon élégante de dire qu'on ne fait pas du neuf avec du vieux. Mais encore faut-il bien s'entendre sur ce qu'il faut appeler « l'ancien ». Si l'ancien est synonyme de ce qui ne marche plus, de ce qui est obsolète au regard de l'évolution des sociétés et des mœurs, il est certain qu'un sang neuf, des idées novatrices, devront apparaître. Peut-être en revanche faudra-t-il aller aussi chercher ce renouveau dans certaines valeurs que nous avons oubliées et qui mériteraient d'être remises en avant. Jeter sans distinction l'ensemble des enseignements du passé serait trop proche du nihilisme pour être bénéfique.

L'idée de convivance doit se réadapter à l'ère moderne. Nous ne sommes plus en Andalousie au VII^e siècle de notre ère. Nous vivons dans un village global. Ainsi l'anthropologue Marc Abélès explique-t-il que la *convivance* représentait dans les discours politiques du vingtième siècle une notion d'« être ensemble » qui se comprenait dans le cadre des États-nations. Il préfère désormais, face à la globalisation des problématiques et l'effacement des frontières

nationales, y substituer un concept de *survivance* qui aurait plus de sens suite à l'apparition de ce qu'il serait judicieux d'appeler la « société civile internationale ». Les enjeux, en effet, se sont globalisés : ils incluent des paramètres qui empêchent d'étudier les caractéristiques culturelles d'une communauté précise comme un substrat isolé des autres. L'interconnexion des réseaux de communication, la place prépondérante que prennent désormais les thèmes tels que l'écologie, le climat, le développement durable, dans les défis auxquels l'Humanité entière est confrontée doivent aussi être pris en compte dans notre rapport avec l'autre. Les sociétés sont plus multiculturelles qu'auparavant et, grâce à l'apparition de moyens de communication globaux, la capacité que nous avons de connaître et interagir avec l'Humanité dans toute sa diversité constitue pour les générations nouvelles une véritable révolution culturelle.

Pour réguler nos échanges avec les autres cultures, la prise en compte d'une sorte d'« Internationale de la vertu civique » s'avère nécessaire. Sans faire l'apologie d'une idéologie ou d'une autre, on peut effectivement parler d'une forme d'Internationale au sens premier du terme. Il ne s'agit pas ici de lutte des classes mais de collaboration. Une collaboration à

l'échelle de l'espèce, indépendamment des obédiences, des us, coutumes ou des parcours de chacun.

La souveraineté s'est déplacée, la compréhension de notre environnement s'est élargie. La convivance doit s'adapter à ces paramètres récemment apparus. Il nous faut aujourd'hui l'appréhender dans un cadre planétaire.

Convivance environnementale

À cet effet, il apparaît important d'inclure le non-humain dans un système de convivance moderne. Car c'est bien le même manque d'altruisme que celui qui divise les communautés humaines, la même ignorance, qui pousse certains d'entre nous à négliger les conséquences de nos actes égoïstes sur l'environnement. Par négligence, par appât du gain, pour gagner du temps, nous effectuons des gestes destructeurs pour la planète dont nous ne mesurons pas pleinement les conséquences car elles sont rarement directement et immédiatement visibles. Nous oublions qu'en ne prenant pas soin de ce qui nous entoure, nous mettons notre propre survie en péril.

« Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier

poisson pêché, alors vous découvrirez que l'argent ne se mange pas.» Ce proverbe amérindien ne date pas d'hier, au plus tôt du tout début de l'ère industrielle. Il prend cependant, dans le contexte actuel de raréfaction des ressources naturelles et de changements climatiques, des accents prophétiques inquiétants.

La volonté de revenir sur des accords climatiques déjà trop timides et superficiels, voire trop tardifs, démontre le sens malsain des priorités qu'ont certains décideurs obnubilés par le pécuniaire. Ces enjeux environnementaux transcendent pourtant les cadres communautaires ou nationaux.

Il y aurait fort à discuter des emplois que pourrait créer un véritable engagement vers une économie plus durable que le modèle de consommation à outrance dont nous ne voulons plus démordre, dont nous ne pensons plus pouvoir sortir. Pourtant, les solutions sont là. Encore faut-il vouloir les prendre en considération.

Citons simplement Gaël Giraud, économiste de l'Agence française de développement, pour illustrer le champ des possibles. Selon lui, il faudrait avancer rapidement « [...] vers une économie post-carbone. Ce projet est créateur d'emplois et porteur de sens et de lien social, parce qu'il a une dimension politique,

collective et positive. Bref, il ressuscite cette “envie de demain” fondamentale pour l’équilibre de toute société [...] ».

Qu’on utilise encore le terme *convivance* ou qu’on le remplace par un autre importe peu en réalité. C’est le contenu du terme choisi et son adaptation à notre modernité qui importeront, car de là dépendront sa pertinence et son efficacité. Ceci est parfaitement exprimé par Michel Maille, de la faculté de droit de Montpellier, dans *Citoyenneté et Convivance* :

« Certes, les choses ne sont pas pour autant simples car la définition de ces principes fondamentaux et donc de ces valeurs qui font “la sainteté du contrat social”, n’est jamais donnée par avance. Elle varie d’un siècle à l’autre, elle évolue avec l’histoire de la société, selon nos contradictions, ses conflits et les problèmes rencontrés. Mais c’est le lot de tous les principes et de tous les ordres sociaux. Chaque génération est donc responsable de la convivance qu’elle définit et met en œuvre. »

Quels chemins emprunter pour remettre à neuf notre contrat social ? Nous n’aurons pas

ici la prétention de dresser une liste exhaustive ni d'apporter des solutions toutes faites à une problématique aussi complexe, mais il nous semble nécessaire de pointer certains écueils et de délimiter quelques axes de réflexion que nous encourageons chacun à enrichir, à contredire de façon constructive et à nourrir de son expérience et son savoir.

Retrouver foi en la laïcité

Pilier fondateur de notre République, la laïcité n'en est pas moins une notion mal connue des Français et fréquemment invoquée à mauvais escient. Savons-nous encore ce qu'elle recouvre précisément? Nous ne saurions en dissenter mieux que Lucien Jaume, dont l'article dans la revue *Commentaire* concernant la pensée de Jules Ferry est un modèle de clarté et de pertinence. Il part du constat que pour les Français, la laïcité (notamment dans le cadre du système éducatif) est synonyme des lois scolaires fondatrices de 1881-1882 et de celle de séparation des Églises et de l'État de 1905. Or, précise-t-il aussitôt, contrairement à une idée reçue, le texte de loi de 1905 n'évoque pas le terme *laïcité*. Cette confusion révèle un glissement du sens même de la laïcité dans

l'imaginaire collectif. Avons-nous fait de la laïcité une image d'Épinal qui se serait écartée de la lettre initiale, comme d'autres auraient mal lu leurs évangiles pour les transformer en instruments d'exclusion et d'oppression? Le laïc serait-il capable d'errements, d'une erreur d'interprétation, de psychorigidité, au même titre qu'un religieux ultra-orthodoxe? Les représentants de la République seraient-ils, sciemment ou non, capables de fondamentalisme aveugle? Ou bien se croient-ils aussi infaillibles que les fanatiques contre lesquels ils prétendent se dresser?

Selon Lucien Jaume, le religieux n'était pas absent de la pensée de Jules Ferry et des penseurs de la Révolution française qui l'inspirèrent dans sa démarche. Chez ces esprits éclairés, avant tout soucieux de ressouder la Nation après les déchirements révolutionnaires qui ensanglantèrent notre pays, « on retrouve la recherche d'un lien entre le politique et le religieux qui assure l'ordre social, qui [fait] du citoyen un être régénéré [...] et procure une identité collective dont la Nation et l'État détiendraient la clef ». Soucieux de restaurer la cohésion nationale après une période de déchirements et de tensions qui ont culminé pendant l'épisode, tristement célèbre, de la Commune, Jules Ferry n'a jamais parlé de

morale laïque mais d'un *enseignement laïc*. Selon lui, la morale était unique : elle ne saurait donc être l'apanage d'une fraction de la société ou d'un courant de pensée, ni d'une doctrine en particulier. En outre, Jules Ferry reconnaissait l'apport religieux à la construction d'une morale *universelle* : il affirmait ainsi que « l'enseignement moral laïc se distingue de l'enseignement religieux sans le contredire ». Ferry voulait apaiser les consciences, cimenter la nation dans sa diversité, et affirmait avoir « voulu la lutte anticléricale, mais la lutte religieuse jamais » et nous mettait en garde : « le fanatisme irrégulier [...] est aussi mauvais que le premier ».

Victor Cousin, dont s'inspira Jules Ferry, n'a-t-il pas dit d'un État laïc qu'il « n'est pas pour cela indifférent ou athée ; il est essentiellement moral et religieux, puisque l'idée de la justice, sur laquelle il est fondé, est par elle-même sainte et sacrée ». Jules Ferry abondait en ce sens en disant, au sujet des programmes de la République qu'ils étaient *spiritualistes* « parce que l'immense majorité de la population française se rattache aux croyances spiritualistes ».

Nous sommes donc loin de ce que nombre d'entre nous entendent aujourd'hui par *laïcité*. Il ne s'agissait pas pour Ferry de diviser ou d'exclure, ni d'imposer par le nivellement une

unicité aride en interdisant à l'un ou l'autre de vivre sa foi dans la sphère publique ; il s'agissait de rassembler et d'appuyer nos valeurs sur un tronc commun issu d'apports multiples. Il s'agissait de construire une morale républicaine en utilisant les bases familiales et religieuses où résidaient les « notions fondamentales de la morale éternelle et universelle ».

Aujourd'hui, la compréhension de la laïcité fait à nouveau débat, et de façon presque systématique. Lorsqu'on constate que Manuel Valls, alors Premier ministre lui-même, s'opposait à l'Observatoire de la laïcité (pourtant rattaché à Matignon) sur la définition même de ce terme, lorsqu'on voit que les réglementations au sujet des signes religieux ostentatoires sont à géométrie variable car ils varient entre les écoles, les universités, les lieux de travail et les espaces publics, et trahissent donc une forme d'incertitude, d'hésitation, ou peut-être de mauvaise foi, il serait louable d'avoir enfin, comme en appelle de ses vœux Nicolas Cadène, rapporteur de ce même Observatoire, « un vrai débat » sur les fondements et les finalités de la laïcité.

L'Institut européen en sciences des religions (IESR) rappelle que Philippe Joutard, en 1989, et Régis Debray, en 2002, « se sont prononcés

en faveur de la nécessité de l'enseignement des faits religieux à l'école laïque. [...] Les faits religieux sont des faits sociologiques et culturels qui s'inscrivent dans l'histoire, la géographie, les lettres... Ils doivent donc être intégrés dans l'enseignement impartial de ces disciplines. Il ne s'agit pas de catéchèse, mais de connaissances».

Autrement dit, deux acceptions du terme *laïcité* s'opposent en France : l'une ouverte et inclusive, l'autre combative et restrictive. D'un côté, les athées qui entendent s'appropriier l'apanage de la laïcité ; de l'autre, des esprits plus ouverts, à l'instar de Jean-Louis Bianco qui déclarait : « Ceux qui dénaturent la laïcité, ce sont précisément ceux qui en font un outil antireligieux, antimusulman, qui prétendent, ce qui est une monumentale erreur sur le principe même de laïcité, que l'espace public est totalement neutre, comme si nous n'avions plus le droit d'avoir des opinions. »

Il va de soi que la notion de convivance s'insère dans cette acception ouverte de la laïcité, invite à une interprétation de la notion comme tolérance d'une mosaïque de sensibilités diverses. Les débats sur le burkini, quoi qu'on puisse penser de ce vêtement, sont une

offense à la notion de laïcité que les adeptes de son interdiction sur les plages de France revendiquent pourtant.

Tant que la République ne se sera pas entendue sur le contenu de ses valeurs fondatrices, tant que ses représentants n'auront pas un discours homogène et réfléchi à leur sujet, il sera impossible de les promouvoir et de les faire accepter par l'ensemble de ses citoyens. Et les risques de fracture entre les communautés qui la composent en seront aggravés. Si tant de nos citoyens se sentent révoltés et rejettent les institutions sans distinction, se replient sur eux-mêmes dans des réflexes communautaristes et intolérants, c'est peut-être aussi parce qu'ils se sentent victimes d'intolérance, brimés dans le respect de leurs croyances et de leurs rêves par les institutions, au travers des discours tranchants de ceux qui les représentent.

L'inconscient collectif de la nation se trouve certainement noirci d'une forme de castration spirituelle, du rejet de certains points de repère fondamentaux qui nuit à l'équilibre des psychés. L'éminent psychanalyste Carl Jung s'inquiétait déjà de la déconstruction d'un certain mysticisme au début du ^{xx}e siècle : « En démantelant l'Olympe, nous avons changé les dieux en symptômes. »

Poussons cette réflexion au-delà de l'aspect religieux, envisageons les enjeux de ce débat sur la laïcité. À l'instar des autres valeurs de la République qui mériteraient elles aussi d'être réexaminées, la laïcité participe, selon l'acception qu'on lui confère, à la construction d'un projet politique, d'une vision pour le futur de la Nation. Comme le rappelle Gaël Giraud, « aucune société ne peut vivre sans un grand récit qui rappelle à ceux qui la composent pourquoi ils vivent ensemble et quel monde ils veulent transmettre à leurs enfants ». Or, selon lui, la France serait depuis une quarantaine d'années devenue « orpheline d'une vision ». Une faille sociétale semble être apparue par manque de rêve collectif. C'est l'ensemble de notre mythe fondateur qu'il faut régénérer et auquel il nous faudra à nouveau croire, afin de croire en nous en tant que société unie, capable de recevoir tous ses fils et ses filles dans leurs croyances et leurs aspirations, tous sans exception. Un manque de verticalité criant a amputé nombre de nos concitoyens de la capacité de croire en nous en tant qu'entité unie et mis à mal le respect de notre contrat social. La convivance aura pour but de raviver cette flamme du vivre ensemble, cette foi que nous partageons une destinée commune.

« Que la France se nomme diversité ! »
(F. Braudel)

Le fantasme d'une société originelle pure et authentique est une illusion dans laquelle chaque communauté a tendance à se complaire. Penser qu'une culture (dans le sens collectif du terme) est un objet immuable et non évolutif, coulé d'un bloc dans une pierre est un leurre. Certes, la culture d'un peuple peut apparaître comme inaltérable à l'échelle d'une vie, car son évolution est souvent plus lente que la culture au sens individuel de son acception (à savoir l'ensemble des connaissances d'un individu donné) et donc plus difficile à percevoir. Certes, la culture d'un peuple se caractérise par un ensemble de valeurs qui s'ancrent dans le passé et sont un rappel à l'Histoire d'une communauté. Mais il n'en demeure pas moins que la culture d'une collectivité se constitue par amalgame, par une lente sédimentation d'apports extérieurs qui la nourrissent et la transforment. Faute de quoi nous parlerions encore tous le français de Rabelais.

Les théories qui étudient les phénomènes interculturels abondent dans ce sens. Selon Claude Clanet, ancien professeur en sciences humaines à l'université de Toulouse, le terme *interculturel* introduit les notions de réciprocité

dans les échanges et de complexité dans les relations entre cultures. Ces interactions entre individus issus de cultures différentes génèrent à la longue un nouveau code culturel. Certes, ces phénomènes sont parfois violents, traumatiques, et peuvent nécessiter des ajustements, mais ils aboutissent sur le long terme, à la suite de métissages progressifs, à l'élaboration d'un nouveau modèle social mieux adapté à tous et à chacun, permettant de dépasser les différences. Cette approche ouverte d'acculturation aux us et coutumes de l'autre s'oppose donc à l'ethnocentrisme que le *Trésor de la langue française* informatisé définit comme un « comportement social et une attitude inconsciemment motivée qui conduisent à privilégier et à surestimer le groupe racial, géographique ou national auquel on appartient, aboutissant parfois à des préjugés en ce qui concerne les autres peuples. »

Par son histoire coloniale, par les diverses vagues d'immigration qu'elle a connues, notamment au cours du xx^e siècle, la société française est aujourd'hui composée de personnes originaires de tous les continents et de toutes confessions : catholicisme, judaïsme, protestantisme, islam, hindouisme, bouddhisme... sans parler de cultures régionales toujours vivaces, comme en Corse ou en Bretagne. Cette

vision plurielle de notre République, l'historien Fernand Braudel l'appelait déjà de ses vœux dans *L'identité de la France* : « Que la France se nomme diversité ! » clamait-il.

À nous d'en réapprendre toute la beauté et le potentiel et d'adapter la convivance à la réalité de notre société plurielle et évolutive. Ne nous leurrions pas, l'intégration des divers apports extérieurs qui ont fait de nous la France d'aujourd'hui ne s'est jamais passée sans périodes d'ajustement, sans heurts, voire sans conflits. Le monde est fait d'échanges plus ou moins violents ou amicaux, il l'a toujours été. Mais jamais l'isolationnisme n'a conduit à autre chose qu'à une régression et un appauvrissement culturel, spirituel, génétique et économique.

L'égalité en prise avec la convivance

L'accroissement des inégalités, qui résulte de l'accumulation de l'essentiel des richesses par quelques-uns, a certainement un impact sur l'accroissement des divisions sociales qui elles-mêmes génèrent tant de tensions entre les diverses couches des sociétés modernes. L'inégalité, lorsqu'elle perçut comme une injustice, ne peut donc que stimuler la violence

et la division, et nuire de fait à la convivance. Et en effet, on peut comprendre qu'un ventre vide aura plus facilement tendance à se tourner vers des discours extrêmes et clivants que quelqu'un qui a de quoi se nourrir, se vêtir et un toit pour s'abriter. Comment une personne qui vit sous le seuil de pauvreté peut-elle ne pas éprouver de rancœur ni de jalousie envers les *people* dont les médias affichent la vie de rêve et élèvent leur prédominance matérielle au rang d'inaccessible *nec plus ultra*? Qui dans cette position n'éprouverait pas l'envie de détruire ceux qui viennent, par écrans interposés, lui brandir sous le nez l'abondance dont il se trouve dépourvu?

Ainsi, James Pool a démontré dans son ouvrage *Who Financed Hitler* que la montée du nazisme et du communisme dans l'Allemagne de Weimar fut facilitée par l'extrême pauvreté du peuple germanique. Le « juif nanti » devint facilement responsable des malheurs des Allemands, la bête immonde qui vampirisait les richesses du *Vaterland* et qu'il fallait éradiquer d'urgence.

Gilles Keppel, dans *La revanche de Dieu*, a notamment établi que la montée du Front de salut islamique en Algérie dans les années 1990 a été favorisée par la faillite de l'État algérien dans les quartiers pauvres de ce pays. Le FIS s'y

est substitué au gouvernement, faisant office de structure sociale alternative et « tirant profit d'un désenchantement envers les idéologies et utopies séculières, d'un désarroi général ».

En ce qui concerne notre époque et notre pays en particulier, le sociologue Saïd Bouamama reproche à certains discours promoteurs du « vivre ensemble » de verser dans une sorte d'angélisme et de ne pas aller au cœur du problème en négligeant dans leur raisonnement la dégradation des réalités matérielles qui affligent les « quartiers sensibles » où les communautarismes semblent fleurir plus facilement :

« Ces problèmes sont liés à trois processus étudiés dans d'autres écrits : processus de paupérisation massive, de précarisation généralisée et de discriminations raciales touchant tous les biens rares (logement, emploi, formation, etc.). Le discours consensuel du "vivre ensemble" masque ainsi la réalité des inégalités croissantes qui détruisent la vie des classes populaires en général et celle de leur composante issue de l'immigration post-coloniale en particulier. »

Une convivance ancrée dans le réel passera donc par une refonte du partage des ressources, non seulement parce qu'elles sont de plus en

plus limitées et que notre modèle de consommation à outrance est une fuite en avant qui atteint ses limites et ne peut plus abuser de la planète comme il l'a toujours fait, mais aussi car les inégalités sociales sont des sources évidentes de fractures qui ouvrent la porte aux rancœurs. Il faudra pour cela, selon Gaël Giraud, « revisiter notre rapport à la propriété privée, une relation homme-chose dans laquelle nous sommes enfermés depuis... l'Empire romain ! »

Pour autant, l'idéal d'une société convivante exige-t-il l'égalité entre tous les citoyens ? Certainement pas. Comme le rappelaient John Rawls et Amartya, certaines inégalités sont justes et bénéfiques en ce qu'elles n'existent qu'aux bénéfices des plus défavorisés. La convivance exige le respect des différences, y compris des différences de classe, de statut social et de richesse – à condition toutefois que ces différences ne soient pas perçues comme des injustices criantes et à ce qu'elles servent les plus démunis à progresser, au gré de leur envie, dans l'échelle sociale.

Une réflexion nouvelle sur notre société, sur notre contrat social, sur la propriété et notre identité nationale est impérative. Ces valeurs refondues et réadaptées aux réalités

contemporaines pourraient être un ciment sociétal, un signe fort d'une nouvelle volonté d'intégration, un solide garant de la paix entre les citoyens, d'où qu'ils viennent, dans le respect de leur pluralité et de leur liberté de conscience. Une définition claire et concertée de ces valeurs permettra de surmonter les écueils de la globalisation, des communautarismes et des tendances au rejet que l'évolution drastique de la société mondiale génère en ce moment.

La fraternité comme faculté d'écoute

Pour s'entendre sur les fondements de notre rêve commun, afin de pouvoir en établir ensemble les termes, encore faudra-t-il être capables d'un dialogue véritable. La forme que prendra ce dialogue reste à définir, mais il est déjà certain qu'il devra être mené à tous les niveaux de la société (qu'il s'agisse de la famille, de l'État, de l'entreprise, de l'école...) et en inclure toutes les composantes. Il devra aussi respecter certaines règles qui garantiront que ce dialogue sera riche et porteur de solutions. Mais qu'est-ce qu'un dialogue au sens premier du terme ?

Sa racine grecque *dia-logos* se traduirait par l'affrontement de logiques distinctes. Par élargissement, le dialogue requiert une parole raisonnée et agissante, qui pénètre, tranche et traverse complètement et méticuleusement dans le but d'emporter la conviction de l'interlocuteur. Le dialogue véritable implique ainsi un respect mutuel de tous ceux qui y participent, une capacité à se mettre à la place des autres et à comprendre les points de vue de chacun. Car il s'agit de construire ensemble un discours, d'élaborer collectivement une solution à un problème, de tracer une voie à suivre qui convienne à tous, alors que chacun apporte son lot d'arguments et tente de les faire converger avec ceux des autres plutôt que de les y opposer. Il faut pour cela faire preuve de sagesse, de discernement et de raison. Mais certainement pas d'avoir raison *sur* l'autre. Et encore moins raison *de* l'autre.

Ainsi, le dialogue appelle ceux qui y prennent part à faire preuve d'écoute, d'humilité. Selon un proverbe africain, « le dialogue véritable suppose une reconnaissance de l'autre à la fois dans son intégrité et dans son altérité ». On voit donc que le dialogue véritable prend tout son sens dans un cadre de convivance car il fait appel aux mêmes valeurs, aux mêmes qualités d'écoute, de partage et de conciliation.

Il s'agit de conjuguer nos libertés, nos notions de justice, nos dignités, notre amour, nos symboliques et nos rêves, pour trouver un espace commun à nos altérités. Le dialogue véritable est le socle sur lequel peut se bâtir la convivance. Tel était d'ailleurs le message de l'éthique de la discussion conçue par le philosophe Jurgen Habermas.

En ce qui concerne l'humilité, afin qu'un discours soit constructif, il est nécessaire de prendre en compte la subjectivité de nos perceptions. Nous réagissons tous, nous percevons tous en fonction de nos filtres, de nos peurs et de nos aspirations. Les neuroscientifiques et autres psychologues parlent alors de « biais cognitifs » comme d'ocillères qui nous empêchent d'entendre ou de comprendre ce qui est. De plus, il existe aussi des difficultés d'énonciation propres au locuteur, qui peut avoir du mal à s'exprimer, à parler clairement, à se faire comprendre. Et cette difficulté peut donner lieu à de nombreux malentendus et quiproquo. Pour toutes ces raisons, il arrive souvent qu'on entende de l'autre autre chose que ce qu'il voulait exprimer.

Mais aucune mésentente ne me semble insurmontable pour quiconque veut bien se rappeler que notre humanité nous rend tous

capables des mêmes sentiments, les meilleurs comme les pires. Nous pouvons tous perpétrer le mal, répandre la haine et la violence, au même titre que nous pouvons faire preuve de compassion, d'amour et de don de soi.

Il serait donc absurde de croire que seuls les autres sont capables d'intolérance et d'actes répréhensibles. Rejeter la faute de l'intolérance, la source du mal sur l'autre, c'est déjà là un réflexe d'exclusion porteur du germe de l'intolérance elle-même.

Ceci a été souligné par deux spécialistes en théorie des organisations, Carl Cederström et André Spicer, dans leur ouvrage commun *Le syndrome du bien-être* : « pour supporter le poids de nos échecs face à notre incapacité à répondre aux attentes du bien-être, il apparaît plus facile de rejeter la faute sur autrui ».

Dans le même ordre d'idées, il apparaît impossible d'essayer d'établir une hiérarchie entre les différentes souffrances qui ont accablé les uns ou les autres au cours de l'Histoire. On ne saurait affirmer que l'esclavage subi par les ancêtres des Afro-américains, la Shoah, le génocide arménien ou les massacres au Rwanda sont plus dignes de compassion que d'autres tragédies humaines. Croire que sa souffrance en tant qu'ethnie, peuple ou

religion est supérieure à celle des autres est déjà un terreau de discorde. Croire que sa souffrance est plus douloureuse qu'une autre, plus digne de vengeance ou de rancune qu'une autre, c'est déjà se poser en victime, en martyr, ou s'arroger un droit de supériorité sur ses frères. C'est déjà la porte ouverte à tous les fanatismes.

Nous sommes tous égaux devant la souffrance et la joie, devant le rêve et le cauchemar, devant notre capacité à faire le bien comme le mal. Ce trait commun devrait nous rassembler et non nous diviser. Se considérer comme une exception, c'est déjà renoncer à se réformer et s'autoriser toutes les erreurs sans en endosser la responsabilité.

Sans responsabilité, c'est-à-dire sans admettre le devoir que chacun de nous a de répondre de ses propos, de ses faits et gestes, de ses croyances, il n'est pas de convivance possible.

Political Correctness made in France

Pour qu'un dialogue soit constructif, il s'agit donc de laisser libre parole aux autres. Il s'agit aussi de nommer le mal pour pouvoir l'identifier et le contrer. Or, de nombreux

intellectuels en France déplorent une sorte de vigilance, de conformisme, d'intimidation, voire une nouvelle forme de censure, ou même d'autocensure, lorsque certains sujets tabous sont abordés. Parler de problèmes d'intégration dans les banlieues, de racisme, de la crise identitaire dont souffrent certains de nos concitoyens, soulever le poids de l'héritage colonial sur l'immigration française... est souvent aussi mal perçu que d'évoquer la France de Vichy ou jadis l'affaire Dreyfus.

L'historien Pascal Blanchard est parmi ceux qui dénoncent un manque de débat en ces domaines, notamment de la part des partis politiques, de gauche comme de droite. Il accuse les élites françaises de se voiler la face sur ces problématiques et d'y trouver des solutions drastiques et sans avenir.

Le philosophe Michel Onfray trouve dommageable le fait que ces mêmes partis se retranchent derrière une forme de déni face à ces mêmes problèmes. Il regrette que seule l'extrême droite soit capable de parler de certaines réalités qui touchent les Français dans leur vie quotidienne. Ce faisant, il ne fait en aucune façon l'apologie de ces pensées extrêmes ; il en déplore le monopole sur les terrains du réel et ne fait que constater la démission des partis historiques en la matière,

alors que ce sont eux qui devraient prendre leurs responsabilités et le devant de la scène.

Lorsque les penseurs extrêmes s'expriment sans vergogne, les plus nuancés ont du mal à parler : ces derniers se disent victimes d'une certaine forme de surdité lorsqu'ils tentent de mettre le doigt sur des questions sensibles. Ils perçoivent alors une réaction épidermique, une levée de boucliers comme s'ils enfreignaient les lois de la bien-pensance. On caricature ceux qui ont l'outrecuidance de proposer des alternatives et on les taxe immédiatement de n  oracisme, d'antisémitisme ou d'autres noms peu louables. Une forme de *political correctness*    la française transforme celui qui s'expose en un promoteur d'idées malsaines    dénoncer.

L'historien Laurent Martin nomme cela : « un totalitarisme *soft* ». Ou le philosophe Laurent Fid  s de dire : « Certains journalistes et intellectuels se sont spécialisés dans l'art de démasquer les déviants et d'identifier les pathologies de la pensée non conforme. [...] Au lieu de répondre à des arguments par d'autres arguments, ils traitent les propos comme des symptômes. »

Cette solution de facilité – faire du messenger un bouc émissaire – permet d'évacuer ces questions délicates et de ne pas les traiter, de les

laisser pourrir sous le tapis jusqu'à la prochaine fois. Cette mode aboutit à rompre le dialogue, à refuser le débat lorsqu'il est nécessaire. Mais une telle politique de l'autruche ne peut survivre sur le long terme ; le réel rattrapera toujours ceux qui vivent dans le déni. Si les intellectuels ne s'engagent pas sur les questions qui créent la peur de l'autre, il n'y aura pas d'issue.

Il ne faut pas avoir peur de débattre et toujours garder en mémoire que la liberté d'expression est fondamentale, en France comme ailleurs. George Orwell le prophétisait déjà au début du xx^e siècle : « Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre. »

Si des erreurs ont été commises, si des décisions politiques ont en partie mené aux fractures qui nous plombent, il faudra savoir le reconnaître pour se donner une chance de changer de cap. Le vivre-ensemble admet ce refus du *politically correct* comme condition *sine qua non* : écouter, se remettre en question, crever l'abcès, accepter ses erreurs, en apprendre et grandir.

**« Se vouloir libre, c'est aussi vouloir
les autres libres. » (Simone de Beauvoir)**

Selon Robert Maggiori, dans son ouvrage *De la Convivance*, l'un des principaux travers de nos contemporains est l'incapacité à faire des choix. Chacun se complaît souvent dans la posture de l'hésitation afin de revendiquer une illusion de liberté. Or, explique le philosophe, cette difficulté à assumer ses décisions oblitère toute tentative de convivance. En effet, la convivance requiert la possibilité de faire prévaloir la volonté de l'autre sur la sienne propre, de choisir ce que souhaite l'autre et ce qui est bénéfique au plus grand nombre à son propre détriment. Accepter la volonté d'autrui est pourtant le précepte de base de la Convivance, et son respect amène selon lui au bonheur. Ce dépassement de l'égo, cette philosophie de l'amour, est une condition *sine qua non* à la convivance : on ne peut goûter au bonheur qu'en le partageant.

Alain Romero, maire d'Espondeilhan, exprime la même idée en d'autres termes :

« La convivance n'est pas la loi inscrite dans les codes divers et variés. [...] Elle n'est pas gravée dans les livres et fait appel pour chaque individu à ses capacités d'autonomie, d'être responsable

et raisonnable, respectueux de lui-même et des autres, apôtre laïque de la tolérance mutuelle.»

D'où la question légitime : La convivance repose-t-elle sur l'altruisme des individus ? Mieux : quelle part d'altruisme doit-on imposer pour assurer l'harmonie des rapports humains ?

Vaste sujet que celui des effets d'une attitude altruiste, dont traitent pourtant avec pertinence les écrits de Matthieu Ricard, notamment son ouvrage *Plaidoyer pour l'altruisme*. Matthieu Ricard y développe foison d'arguments, d'exemples scientifiques et historiques, prouvant que la force bénéfique du vivre-ensemble fait partie des champs du réel. Il y soutient que la bienveillance est un réflexe inné chez nos enfants et également nombre d'espèces animales tels les grands singes, les éléphants, les dauphins et que des exemples d'entraide entre espèces existent également. Thèse que confirme Jean-Marie Pelt dans son ouvrage *La solidarité chez les plantes, les animaux, les humains*, où il étend cette démonstration à l'ensemble du vivant.

L'important est de constater que des réactions nécessaires à la convivance, comme l'instinct d'entraide et la reconnaissance de liens d'interdépendance sont parfois instinctives,

ou du moins encouragées par la nature même. Autrement dit, ce que démontrent ces ouvrages, c'est que les comportements altruistes ne sont pas des délires oniriques qui rêveraient le monde tel une arche de Noé où tout le monde serait beau et gentil ; ces comportements sont possibles au sens où ils sont inscrits dans notre nature profonde, dans le patrimoine génétique de nombreuses espèces où chaque individu a besoin de ses congénères pour subsister. Ainsi, par exemple, un sentiment comme l'empathie est, selon la consultante en neuro-communication Sandrine Musel, ancrée dans nos gènes : « Il s'agit d'une aptitude naturelle et instinctive préprogrammée chez les espèces sociales. »

Le grand mouvement collectif pour la convivance est donc possible. Mais ce mouvement est par ailleurs souhaitable, y compris d'un point de vue strictement rationnel. C'est du moins ce qu'a démontré l'économiste John Nash, qui reçut le prix Nobel en 1994 pour la mise en valeur du désormais célèbre équilibre qui porte son nom. Nash a en effet exploité le champ mathématique de la théorie des jeux pour démontrer que dans des jeux où chaque acteur ignore la stratégie des autres participants et où chaque joueur peut faire le choix entre plusieurs options, l'équilibre optimal se

trouve lorsque tous les joueurs participants acceptent de choisir une stratégie de collaboration. Autrement dit, la démonstration de Nash met à mal la théorie économique de la main invisible, où chaque acteur doit chercher uniquement à maximiser son intérêt : il est souvent plus bénéfique de parier sur la collaboration entre les différentes parties, car la concurrence menace fortement la possibilité de maximiser le profit de chacun. À défaut donc de rechercher la mise en pratique de solutions purement altruistes et désintéressées, on peut affirmer que la recherche de collaboration et d'entente équitable entre toutes les parties s'avère plus utile et profitable que l'égoïsme. Autrement dit, la convivance peut ne pas se fonder sur le seul altruisme des individus, mais également sur la recherche de leur intérêt bien compris.

Le pilier de la famille

La famille est le premier cercle de convivance au sein duquel un être humain évoluera au cours de son existence. Il semble logique que les relations entre frères et sœurs, entre parents et enfants, conditionneront la façon d'être ou d'agir de chacun dans tous les autres

cercles sociaux, qu'il s'agisse du lieu de travail, des relations amicales, des relations avec des coreligionnaires ou encore des relations que chaque citoyen entretiendra à l'autorité et à l'État en général.

Plusieurs études ont établi une corrélation entre la manière dont un individu se comporte dans la société et la structure familiale dont il est issu. Emmanuel Todd, notamment dans son essai *L'invention de l'Europe*, trace ainsi un lien entre la façon dont les différents peuples européens réagirent aux événements majeurs de l'histoire (Réforme, Contre-Réforme, Révolution Française, nazisme...) et le type de structure familiale à laquelle ils appartenaient.

L'importance de la famille comme élément matriciel est aussi soulignée par le sociologue Robert Fossaert, qui a écrit : « La dépendance familiale en laquelle chaque homme naît au monde, s'initie au langage et apprend à régler ses comportements, n'est pas une situation exceptionnelle qui préluderait à la libre aventure des individus humains. C'est seulement la première et la plus prégnante des formes d'une convivance à laquelle, de sa naissance à sa mort, nul homme n'échappe ». La convivance fait donc en quelque sorte partie de notre destin, depuis le berceau jusqu'à la fin. La façon dont un petit d'homme recevra de

l'amour dans son cercle familial déterminera sa capacité à en recevoir et à en donner une fois sorti du nid.

C'est aussi ce que dit Maître Annie Auret, avocate et présidente de la Maison de la parentalité :

« La famille est la cellule de base de la société, le lieu où se transmettent les valeurs, le lieu où s'identifie l'enfant, le lieu où se réfugient les jeunes et les moins jeunes. [...] C'est le premier endroit où le nouveau-né reçoit de l'amour, c'est un point de repère fondamental, c'est le lieu où s'exprime la solidarité, où s'apprend le respect de l'autre, [...] où s'éveille la créativité, la soif de vivre, c'est un refuge et c'est le maillon central de la cohésion sociale. »

Pierre Bourdieu, dans son *Esquisse d'une théorie de la pratique*, élargit quelque peu l'extension de cette matrice familiale, notamment en reprenant une observation faite par Antonio Gramsci : « la conscience de l'enfant n'est pas quelque chose d'individuel [...] ; elle est le reflet de la fraction de la société civile à laquelle appartient l'enfant, le reflet des rapports sociaux tels qu'ils se nouent dans la famille, l'entourage, dans le village, etc. ».

Quelle que soit l'extension, étroite ou élargie, que l'on confère à cette matrice relationnelle, il convient de remarquer son caractère fondateur. Or, les relations traditionnelles d'échange, de partage et de transmission au sein du cercle familial ont été dégradées par nombre de facteurs extérieurs nouvellement apparus. Un travail important de reconstruction des liens familiaux doit donc être entrepris. La responsabilité en incombe aux parents d'abord, mais il est certain que ceux-ci auront besoin d'aide de la part d'autres structures sociales pour reprendre le flambeau éducatif, car nombre d'entre eux ont trop désappris à aimer.

Le premier cercle sur lequel devrait s'appuyer la famille pour retrouver une unité, pour redevenir fonctionnelle, est celui qui suit immédiatement le cercle familial dans la vie d'un enfant, autrement dit, l'école. Une proportion croissante de parents appréhende aujourd'hui l'école d'une façon consumériste, au même titre qu'ils s'attendent à recevoir un produit ou un service de qualité lorsqu'ils en achètent un, ils s'attendent à ce que l'école leur rende un enfant éduqué au sortir de la classe. Ils refusent de plus en plus de prendre leurs responsabilités et rejettent la faute de l'échec

éducatif de leurs enfants sur le système scolaire. Certes, l'éducation à la française a du chemin à faire pour s'adapter aux réalités modernes et se donner les moyens de prendre en charge l'accompagnement d'enfants déboussolés, mais chacun devra y mettre du sien.

Alain Bouthier, du comité parental de réflexion de PEM Médiation, fait à ce sujet un constat pertinent : « Nous avons tous à comprendre les divers modes d'appartenance et de participation auxquels les enfants se trouvent confrontés au quotidien à l'école. La tradition française de séparation sur le seuil de la classe, profondément ancrée dans les habitudes collectives des enseignants et des parents, nous montre bien que la convivance propose certaines évolutions dont les premiers bénéficiaires seront nos enfants. Nombre de dirigeants d'établissements scolaires entrevoient des possibilités d'impliquer les parents, mais c'est toute une autre culture à conjuguer avec des efforts communs de convivance entre les parents, les familles et le corps des enseignants. » C'est un travail d'équipe entre enseignants et famille qui fera donc la différence.

Il ne faudra pas non plus négliger le rôle des grands-parents dans cette reconquête de la cellule familiale et la transmission de l'amour et du savoir qui en découlent. Souvenons-nous

que l'apport des aînés dans l'éducation des plus jeunes fut déterminant pour l'essor de l'espèce au cours de la préhistoire. Une symbiose, une convivance intergénérationnelle, est non seulement possible, mais nécessaire à notre salut. Il faudra pour cela réparer la fracture des générations, remettre au goût du jour une collaboration des anciens avec les plus jeunes. Il faudra redonner aux plus anciens la place qui leur est due dans la Cité et cesser de les parquer dans des mouiroirs sous prétexte qu'on les juge improductifs et inutiles ou qu'ils ne répondent plus aux critères de beauté superficielle qu'on promet actuellement. Leur productivité ne se chiffre pas en termes comptables ; elle est pourtant bien réelle lorsqu'il s'agit de transmettre leur expérience, leur savoir et de contribuer au devoir de mémoire contre les ignorances qui entretiennent les peurs.

Éducation et partage du savoir

Nous avons vu que c'est le cerveau reptilien, l'émotionnel primaire qui se trouve nourri par les théories du complot, les extrémismes et tous les messages simplistes et clivants qui circulent de nos jours. Cela est aussi valable au sujet des négationnismes qui remettent

en question l'existence même des erreurs du passé et sont la porte ouverte à leur répétition. Les brumes du temps n'en font ressortir que la symbolique, l'esthétique, et en édulcorent l'horreur. À un système binaire aussi rudimentaire qui fait acte de déni vis-à-vis de l'Histoire, il faudra opposer la culture, sa complexité, ses nuances.

Pour éviter que les amalgames et les raccourcis prennent racine dans les consciences, il y a donc un devoir de mémoire à réaliser. André Azoulay parle de travail « d'anamnèse », qui consiste d'abord dans la mise en écrit des traditions orales pour pérenniser le souvenir de témoins directs d'expériences de convivance, ceux qui sont encore porteurs d'une culture de l'échange. Une fois ces témoins disparus, la tradition orale ne suffira plus, d'où la nécessité pour les chercheurs, les scientifiques, les universitaires, d'écrire ces pans d'Histoire sur un support solide. André Azoulay insiste également sur la nécessité de créer des passerelles entre les cultures, notamment en ce qui concerne la connaissance mutuelle des cultures arabes et hébraïques. C'est dans cette optique qu'il a fondé le projet Aladin, placé sous le parrainage de l'Unesco, qui se veut promoteur d'un dialogue interreligieux. André Azoulay s'élève en particulier contre la prise d'otage de

l'islam par quelques illuminés : « Le moment est venu pour que nous partions à la reconquête de cette parole dans sa diversité en ce qui s'agit de l'essentiel, c'est-à-dire de la dignité partagée, de l'égalité, de la liberté et de la capacité des religions à dialoguer ».

La meilleure réponse de la part de nos démocraties aux obscurantismes nihilistes et réducteurs est l'éducation, le développement de l'esprit critique par l'instruction. Le partage du savoir dissipera les ignorances qui fissurent le monde et notre capacité à vivre-ensemble. Ce partage amènera aussi un bouillonnement intellectuel, une multiplication des synergies au bénéfice de tous. Un bouillon de culture au niveau de la recherche, notamment au niveau universitaire, aurait une double vertu. D'abord une vertu pratique, car il permettrait l'avancée vers des découvertes bénéfiques à l'Humanité entière. Ensuite une vertu psychologique, car il générerait une habitude de collaborer qui, au-delà de la satisfaction d'obtenir des résultats mesurables et tangibles, augmenterait le désir de partager et la notion de faire partie d'un tout. En ce sens la transmission du savoir d'une génération à l'autre, d'une intelligence culturelle à l'autre, d'une discipline à l'autre, est une pierre d'achoppement de l'édifice à venir.

UNE INITIATIVE PERSONNELLE

Création d'une Chaire de la Convivance

Afin de soutenir l'élan que j'appelle de mes vœux, j'ai décidé de créer, en 2016, une « Chaire de la Convivance » placée sous le haut patronage de l'Unesco. De quoi s'agit-il au juste ? Définissable en tant que chaire spatio-temporelle, cette institution para-universitaire est destinée à tisser des partenariats entre différents acteurs de la société, à constituer en somme un maillage territorial, international et intergénérationnel afin de favoriser l'émergence d'innovations répondant aux mutations sociétales. La Chaire de la Convivance met en contact, par exemple, des enseignants, des chercheurs professionnels, des étudiants (même à partir du niveau L1), des associations et des entreprises publiques ou privées pour collaborer à la réalisation de grands projets.

Quel est l'objectif de cette chaire ? Quelle est sa mission ? L'ambition est grande, puisqu'il s'agit de changer le paradigme éducatif pour le rendre plus collaboratif, en continuité avec la vie active et les besoins

sociaux, environnementaux, sociétaux, etc. D'une certaine manière, il s'agit de passer d'une conception du système éducatif reposant sur les connaissances à une conception reposant sur la transmission.

Comment faire ? Comment s'organise cette chaire ? Pour permettre le réel partage des capacités de chacun au bénéfice de tous, nous avons conçu une organisation en réseau, sur le modèle des « campus-cluster » formant des « Clubs de convivance ». Qu'est-ce à dire ? Rien d'autre que de mettre en place des grappes d'activité (les fameux *clusters* pour les amateurs d'anglicisme) connectées à des instituts de recherche et d'enseignement et des acteurs publics et privés. Il s'agit, en somme, de bâtir des pôles (non pas de compétitivité mais de convivance) qui ne se contentent pas, comme le font les pépinières de start-up aujourd'hui, de réunir des professionnels, mais qui intègrent également des étudiants et des chercheurs ainsi que de simples citoyens motivés et impliqués, afin de dynamiser leurs échanges sur le terrain au bénéfice d'un objectif à visée sociale ou environnementale (qui peut, ou non, s'avérer lucratif pour les acteurs concernés). Ces grappes intègrent donc aussi des institutions gouvernementales, des collectivités locales, des associations à but non lucratif, etc., et ont

la particularité de réunir tous les individus impliqués, quel que soit leur âge, leur statut professionnel ou étudiantin, ou leur intérêt (financier ou altruiste). Ces clusters ne sont donc pas des grappes industrielles mais des grappes *industrielles* : elles n'ont pas nécessairement pour vocation de concevoir des produits à créer et à commercialiser, mais elles recherchent à créer une convergence des compétences, des forces et des énergies disponibles pour mener à bien un projet.

Cette réunion des chercheurs, des entreprises de toutes tailles (locales ou extérieures à un territoire donné), des citoyens favorisent la construction en symbiose d'une culture commune de l'innovation. Par construction personnelle autant que par conviction, je considère que les étudiants doivent jouer un rôle moteur dans ces clubs de convivance : leur potentiel et leur énergie peuvent contribuer à déplacer des montagnes... Ils occupent donc une place centrale au sein du dispositif, qui se déploie selon quatre axes directeurs :

- L'intégration des étudiants les plus motivés dans les activités de recherche, dès leur arrivée sur le campus, sans attendre qu'ils ne soient en doctorat. On constate en effet que l'implication des meilleurs étudiants

dans les activités de recherche survient trop tardivement dans leur cursus. Leur formation s'en trouverait nettement améliorée et les activités de recherche pourraient en bénéficier. Cela correspond d'ailleurs à une tendance actuelle à l'échelle planétaire qui vise à mieux former et à mieux exploiter les talents des élèves *undergraduate* (ceux qui n'ont pas encore obtenu de licence). L'École des mines d'Alès a d'ailleurs été précurseur dans ce domaine : dès les années 1990, elle a décidé d'affecter directement ses nouveaux intégrés à ses laboratoires, moyennant une transformation profonde de son modèle pédagogique. Il en est résulté un bouillonnement d'idées d'une intensité exceptionnelle et une valorisation accélérée des résultats de recherches par la création de nouvelles entreprises. La California Institute of Technology, plus connue sous le nom de Caltech, a aussi mis en place un programme similaire, son fameux SURF (*Summer Undergraduate Research Fellowship*), qui s'est révélé d'une efficacité remarquable puisque ce programme a généré de très nombreuses créations annuelles de start-up prometteuses. Il faut aller plus loin que de simples stages en laboratoire, en considérant que des étudiants bien préparés peuvent

devenir très rapidement force de propositions, même s'ils n'ont pas encore atteint le niveau du master ou du doctorat.

- L'association des étudiants, des étudiants-entrepreneurs et des thésards aux actions de détection et de maturation des bons projets. Cette action serait le prolongement naturel de la précédente. L'objectif est d'installer les étudiants les plus actifs au cœur du processus d'innovation. Pour ce faire, des chargés de mission, spécialisés sur des thématiques précises, s'entoureront de *task forces* estudiantines : entrepreneurs et jeunes étudiants apporteront leur soutien aux chercheurs confirmés pour démultiplier les chances d'un regard non conventionnel sur les projets émergents. Ce dispositif permettra également de réunir immédiatement une cinquantaine voire une centaine de « têtes chercheuses », capables de remonter observations et réflexions au fil de l'eau, dès lors que ces étudiants seraient eux-mêmes impliqués dans les laboratoires, comme décrit précédemment. L'action de ces étudiants et doctorants dans la phase de maturation pourra aussi s'avérer déterminante par leur capacité à venir en support des opérations de prototypage, de preuve de concept, d'étude des usages et

des marchés, ce qui serait également extrêmement formateur.

- La valorisation des projets des étudiants, sous diverses modalités, en coopération avec leurs établissements de formation et les mondes de la connaissance et de l'entrepreneuriat. Le concept de « valorisation des projets des étudiants » (VPE) a été labellisé IDEFI en mars 2012 à l'initiative de Laurent Hua, alors qu'il dirigeait l'ECE Paris, une grande école d'ingénieurs. Il a concerné immédiatement un millier d'étudiants du cycle ingénieur et donné des résultats au-delà de toutes espérances. La VPE consiste à reconnaître l'intérêt des projets des étudiants au-delà du cadre scolaire ou universitaire. Ces projets peuvent ne pas être considérés comme de simples exercices pédagogiques, mais trouver des moyens de se réaliser concrètement, sous diverses formes parmi lesquelles :
 - a. l'innovation en partenariat avec une entreprise ;
 - b. le droit d'auteurs, sosinvention ;
 - c. le dépôt de brevets ;
 - d. la publication (revues techniques ou interventions dans des conférences nationales et internationales) ;
 - e. la création de start-up.

Si cette dernière modalité est classique dans les programmes de sensibilisation à l'entrepreneuriat des écoles et la mise en place d'incubateurs, les trois premières le sont beaucoup moins à ce niveau d'études. Et pourtant, aux dires de Laurent Hua, la VPE fonctionne bien et remporte un franc succès. L'innovation en partenariat avec une entreprise notamment, dès lors qu'elle est correctement organisée, génère un nouvel équilibre entre les jeunes et les professionnels, qui démultiplie les énergies et les résultats. Sans entrer ici dans le détail, ce type d'actions peut rapidement établir des liens très profitables aux étudiants et aux entreprises de toutes tailles, notamment les PME/PMI. Encore faut-il que les institutions universitaires ou les écoles acceptent d'aménager l'emploi du temps des étudiants en conséquence. Le *cluster* de Waterloo (Ontario) pourrait servir de modèle : son programme « CO-OP », mis en place par l'université elle-même, a été installé au cœur d'une grappe industrielle de quelques centaines de PME des nouvelles technologies.

- L'association des étudiants à l'action internationale du campus. Les étudiants impliqués dans ce vaste mouvement doivent avoir conscience qu'il est planétaire. Les technologies actuelles permettent la

constitution rapide et efficace d'équipes transnationales, où les étudiants de différents campus doivent se retrouver. Pour le montrer, à mon initiative et avec l'aide de merveilleux compagnons fondateurs (Sabine Desnault, Philippe Laurier, Jean Marc Pautras) engagés dans la même cause, plusieurs universités françaises mais aussi étrangères, comme celle de Fès au Maroc, projettent de lancer une opération de convivance de grande envergure autour d'un thème majeur et dont j'ai fait mon cheval de bataille depuis de nombreuses années : l'autonomie. Dans cette perspective, ces universités ont prévu d'accueillir sur leur campus des jeunes venus du monde entier pour y conduire de premiers échanges. Elle disposera ainsi d'une force de travail et de réflexion inédite : des milliers d'étudiants, parmi les mieux sélectionnés au plan national et international, animés par un désir commun de collaborer à la réalisation d'un objectif à l'importance planétaire.

L'avenir de cette chaire est prometteur : des sponsors de prestige se joignent à nous pour réaliser des projets menés en partenariat avec ces universités françaises et étrangères, des grandes écoles, des collèges et des lycées.

Tous comprennent qu'en matière d'innovation, par exemple, les chaires de convivance et les *clusters* associés permettent l'élargissement et la formation des viviers futurs de la recherche et de l'entrepreneuriat.

Une mention spéciale pour notre Chaire de Convivance Europa Grande Région, sous la houlette du professeur Valérie Deshoulières et de Thomas Vercruysse, qui œuvre pour le développement durable et la « convivance » sur ce territoire transfrontalier composé de la Sarre, de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat et de la Wallonie.

Rattachée à l'université de la Sarre, cette chaire vise à favoriser la coopération universitaire transfrontalière (6 universités), en synergie avec les responsables institutionnels, les élus locaux, les fonctionnaires municipaux, les réseaux associatifs, les établissements scolaires, les milieux professionnels et industriels. Elle a pour objectif le développement d'un *campus-cluster* de l'innovation à l'échelle régionale autour de thèmes fédérateurs comme l'écologie et l'autonomie.

La jeunesse, du collégien au doctorant, sera ainsi associée à des projets spécifiques de gestion durable environnementaux, tant citadins que ruraux, toujours ancrés dans la réalité territoriale. Convaincus que la construction

européenne ne peut être relancée qu'au niveau local, nous voulons faire dialoguer les populations et les générations, dans des clubs de « convivance », afin de valoriser « les lieux de mémoire » et de mettre les capacités académiques et techniques de chacun au service d'une coopération transfrontalière durable. Nous comptons connecter un avenir de connaissance à un écosystème soucieux de ses patrimoines culturel et industriel, afin de promouvoir un sentiment d'appartenance, en particulier régional et, au-delà, européen. Notre devise est : « chacun pour tous ».

J'appelle donc ici tous les responsables de l'enseignement supérieur à réfléchir à la mise en place de systèmes pédagogiques de ce type : conjuguer la force et l'énergie innovantes des jeunes avec l'encadrement compétent des professeurs et des enseignants, et avec les moyens fournis par les sociétés désireuses de lancer de nouveaux produits ou services, permet inévitablement d'instaurer un nouvel équilibre économique et social, implanté localement mais disposant de ressources internationales fournies par les clubs de convivance. Les sociétés sont d'ailleurs de plus en plus conscientes de l'intérêt de se pencher sur la convivance au sein des groupes, comme l'atteste l'excellente initiative de monsieur

André Renaudin, directeur général d'AG2R La Mondiale, qui vient de nommer au sein de son entreprise une responsable de la « convivance » !

Au terme de ce plaidoyer, dont je revendique le caractère audacieux de certaines positions, j'aimerais faire un retour rapide sur la convivance et sa nécessité. Toute démarche de convivance s'inscrit dans une stratégie durable et peut être mise en œuvre dans tous les secteurs et tous les segments de la société civile. Chacun, à sa mesure et avec ses moyens, doit y réfléchir et y contribuer. J'ai voulu insister sur le mot même de *convivance*, car je crois qu'un mot est un guide : il impulse au cœur même des idées et des idéologies un mouvement nouveau. Il perturbe les idéologies existantes en fournissant d'autres moyens d'exprimer des concepts, d'autres moyens de comprendre des concepts, d'autres moyens d'inventer des concepts. Un mot n'est donc jamais neutre : il est une arme redoutable, et celui de convivance, je l'espère, en sera une : une arme de *construction massive*.

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABÉLÈS Marc, *Politique de la survie*, Flammarion, 2006.
- BIHOUX Philippe et MAUVILLY Karine, *Le désastre de l'école numérique. Plaidoyer pour une école sans écrans*, Seuil, 2016.
- BLANCHARD Pascal, *La Fracture coloniale. La Société française au prisme de l'héritage colonial*, La Découverte, 2005.
- BOUAMAMA Said, « “Vivre ensemble” ou “vivre ensemble égalitaire” ? », *Mediapart*, 3 janv. 2017.
- BOURDIEU Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Librairie Droz, 1972.
- BRAUDEL Fernand, *L'identité de la France*, Paris, Le Grand Livre du mois, 2000.
- CEDERSTRÖM Carl et SPICER André, *Le syndrome du bien-être*, L'Échappée, 2016.
- CLANET Claude, *L'interculturel – Introduction aux approches interculturelles en éducation et en sciences humaines*, Presses universitaires du Mirail, 1988.
- COUTURIER Brice, « Sois hypermoderne et tais-toi ! », *Revue des deux mondes*, nov. 2016.
- FAYE Jean-Pierre, *Les langages totalitaires*, Hermann, 2014.

- FOSSAERT Robert, *La société*, tome 6 : « Les structures idéologiques », Cegep de Chicoutimi, coll. « Les classiques des sciences sociales », 1983.
- GIRAUD Gaël (économiste) : « La gouvernance des communs empêchera de privatiser l'humain », *Télérama*, 28 nov. 2016.
- GRAMSCI Antonio, *Cahiers de prison*, Gallimard, 1978-1986.
- HABERMAS Jürgen, *De l'éthique de la discussion*, traduit de l'allemand par Mark Hunyadi, Flammarion, coll. « Champs », 1992.
- JAUME Lucien, « La laïcité selon Jules Ferry », *Commentaire*, n° 155, automne 2016.
- KEPEL Gilles, *La revanche de Dieu*, Seuil, 1991.
- LAITHIER Stéphanie, CONTE Charles et ALBERT Jean-Paul, « Histoire des relations entre juifs et musulmans, des origines à nos jours » (dossier d'accompagnement pédagogique), Ligue de l'enseignement, juin 2014.
- LESSIG Lawrence, « Réseaux sociaux et démocratie : “Facebook et Twitter ne peuvent échapper à leurs responsabilités” », entretien au *Monde*, 9 déc. 2016.
- LELOUP Damien, « Un “ami Facebook” n'est pas automatiquement un “ami”, selon la Cour de cassation », *lemonde.fr*, 16 janv. 2017.
- MAGGIORI Robert, *De la Convivance*, Fayard, 1985.
- MAILLE Michel, « Citoyenneté et Convivance », discours du 30 août 2005 prononcé lors de la

- première université d'été : « Béziers ville citoyenne et médiatrice ? Comment mieux vivre ensemble : la convivance », au FJT Claparède à Béziers.
- MARTIN Laurent, « En France, on n'a plus le droit de rien dire ! », *Revue des deux mondes*, nov. 2016.
- MEDEB Abdelwahab, « Pour une religion de la "paix perpétuelle" », *Le Monde*, 12 septembre 2008.
- NASH John, *Essays on Game Theory*, Edward Elgar Publishing Ltd, 1997.
- ONFRAY Michel, « Le venin du serpent devenu bipède », *Revue des deux mondes*, nov. 2016.
- PELT Jean-Marie, *La solidarité chez les plantes, les animaux, les humains*, Fayard, 2006.
- POOL James, *Who Financed Hitler*, Gallery Books, 1997.
- RAWLS John, *Théorie de la Justice*, Seuil, trad. Catherine Audard, 1987 (1971, Harvard University Press).
- AMARTYA Sen, *Éthique et économie*, trad. Sophie Marnat, PUF, coll. « Quadrige », 2012.
- RICARD Matthieu, *Plaidoyer pour l'altruisme*, Nil Éditions, 2013.
- TODD Emmanuel, *L'invention de l'Europe*, Seuil, 1990.

Site internet sur la convivance :

<<http://www.convivance-liens.com/Mona/articles.php?lng=fr&pg=2>>, 26 février 2008.

